

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1414

17 mai 2016

### SOMMAIRE

Aircraft Solutions Lux IX S.à r.l. ....	67827	HBC Luxembourg German Property Holding VII Company S.à r.l. ....	67866
Air Properties S.A. ....	67847	HBC Luxembourg Kaufhof Ingolstadt S.à r.l. .....	67863
Aphex S.A. ....	67828	HBC Luxembourg Stuttgart Holding S.à r.l. .....	67866
Aphex S.A. ....	67828	Infobase Europe S.A. ....	67832
ArcelorMittal Mondercange S.A. ....	67828	InfraVia II Invest S.A. ....	67832
CCA Sport S.A. ....	67827	International Golf & Leisure S.A. ....	67856
Ecotrade S.A. ....	67832	IRERE Lake (Luxembourg) ....	67831
Ensemble Investment Corporation ....	67834	KLP Real Estate Queen Anne's Chambers S.à.r.l. ....	67829
Eschborn (Bridge) S.à r.l. ....	67834	Km services Sarl ....	67863
Essen German Holdings AREIII (Luxem- bourg) S.à r.l. ....	67833	Kneiff S.A. ....	67830
Estica S.à r.l. ....	67832	Kyotec Luxembourg S.à r.l. ....	67852
Eurelan S.A. ....	67833	Larizen Private S.A. SPF ....	67869
Evraz Group S.A. ....	67833	LuxTrust S.A. ....	67830
Futur Concept Luxembourg S.à r.l. ....	67831	Mobilier Jardin Indoor-Outdoor S.A. ....	67872
Generation X S.A. SPF ....	67829	Presta-Gaz S.A. ....	67871
GL Europe Brookland S.à r.l. ....	67829	Queensgate Mayfair SCSp ....	67826
GL Europe Trinity Square S.à r.l. ....	67829	Rathbone Luxembourg Funds SICAV ....	67834
Goyave Investments S.A. ....	67833	RDL Lux S.A. ....	67827
Grand City Properties S.A. ....	67831	Regency Bidco S.A. ....	67826
Gravity Transport System S.A. ....	67831	Riviera Midco S.A. ....	67827
Halesia S.A. ....	67830	Rose (Lux) Holdco 1 S.à r.l. ....	67826
Hamburg Funding S.A. ....	67830	Senior Preferred Investments SA ....	67827
HBC Luxembourg Frankfurt Hauptwache Holding S.à r.l. ....	67860	UBS (Lux) Key Selection SICAV ....	67852
HBC Luxembourg German Property Holding V Company S.à r.l. ....	67860	Zenos S.A. ....	67828
HBC Luxembourg German Property Holding VI Company S.à r.l. ....	67863		

**Queensgate Mayfair SCSp, Société en Commandite spéciale.**

**Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 1, rue Jean-Pierre Brasseur.  
R.C.S. Luxembourg B 182.344.

*Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 22 février 2016*

Il résulte des décisions prises par le conseil de gérance en date du 22 février 2016 que:  
le siège social de la Société a été transféré du 24, rue Beaumont, L- 1219 Luxembourg au 1, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg et ce avec effet au 29 février 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 février 2016.

Langham Hall Luxembourg Sàrl

Signature

*Mandataire*

Référence de publication: 2016073637/17.

(160037504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

**Regency Bidco S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 1, rue Jean-Pierre Brasseur.  
R.C.S. Luxembourg B 164.140.

*Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 22 février 2016*

Il résulte des décisions prises par le conseil de gérance en date du 22 février 2016 que:  
le siège social de la Société a été transféré du 24, rue Beaumont, L- 1219 Luxembourg au 1, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg et ce avec effet au 29 février 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 février 2016.

Langham Hall Luxembourg Sàrl

Signature

*Mandataire*

Référence de publication: 2016073644/17.

(160037502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

**Rose (Lux) Holdco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 1, rue Jean-Pierre Brasseur.  
R.C.S. Luxembourg B 204.161.

Il résulte d'une cession de titres effectuée en date du 29 février 2016 que:

Rose Investment LP, associé de la société a transféré 12,500 parts sociales de Rose (Lux) Holdco 1 S.à r.l. à la société Rose DS Investment LP, limited partnership enregistrée au registre de commerce de Jersey sous le numéro 2198 et ayant son siège social au 13 Castle Street, St. Helier, Jersey JE4 5UT.

Suite à ce transfert, les parts sociales de Rose (Lux) Holdco 1 S.à r.l. sont désormais réparties comme suit:

Rose DS Investment LP .....	12,500 parts sociales
Total: .....	12,500 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 février 2016.

Langham Hall Luxembourg

Signature

*Mandataire*

Référence de publication: 2016073650/20.

(160037760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

**Riviera Midco S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 43-45, allée Scheffér.

R.C.S. Luxembourg B 177.023.

—  
EXTRAIT

En date du 29 février 2016, l'assemblée générale des actionnaires de la Société a décidé de nommer Pricewaterhouse-Coopers, société coopérative, ayant son siège social au 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B65477, en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société avec effet immédiat et pour un terme prenant fin à l'assemblée générale ordinaire des associés de la Société statuant sur les comptes de la Société pour l'exercice social se terminant au 31 décembre 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> Mars 2016.

Référence de publication: 2016073646/15.

(160037999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

---

**RDL Lux S.A., Société Anonyme,**

**(anc. CCA Sport S.A.).**

Siège social: L-1363 Howald, 6, rue du Couvent.

R.C.S. Luxembourg B 167.410.

—  
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 1<sup>er</sup> mars 2016.

Référence de publication: 2016073655/10.

(160037607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

---

**Senior Preferred Investments SA, Société Anonyme de Titrisation.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 137.640.

—  
EXTRAIT

Nous vous informons du changement d'adresse de Danielle Delnoije, Hinnerk Koch et Laurent Bélik, administrateurs de la Société en date du 29 février 2016, du 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg au 287-289 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Luxembourg, le 29 février 2016.

Pour extrait conforme

Signatures

*L'agent domiciliataire*

Référence de publication: 2016073667/16.

(160037732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

---

**Aircraft Solutions Lux IX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 159.659.

—  
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 24 novembre 2015.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

*Notaire*

Référence de publication: 2016073805/13.

(160038932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Aphex S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 86.218.

—  
*Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration de la société en date du 22 février 2016*

Le conseil d'administration décide de transférer le siège social de la Société du 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, au 287-289 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg avec effet au 29 février 2016.

À Luxembourg, le 29 février 2016.

Pour extrait conforme

Signatures

*L'agent domiciliataire*

Référence de publication: 2016073815/14.

(160038559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Aphex S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 86.218.

—  
EXTRAIT

Nous vous informons du changement d'adresse de Caroline Kinyua, Hinnerk Koch et Laurent Bélik, administrateurs de la Société en date du 29 février 2016, du 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg au 287-289 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Luxembourg, le 29 février 2016.

Pour extrait conforme

Signatures

*L'agent domiciliataire*

Référence de publication: 2016073816/16.

(160038559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**ArcelorMittal Mondercange S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1160 Luxembourg, 24-26, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 8.775.

—  
L'Assemblée générale du 1<sup>er</sup> mars 2016 a pris acte de la démission de Monsieur Roland ALTMANN, administrateur démissionnaire.

Dorénavant, le Conseil d'administration se composera comme suit:

- Monsieur Henri REDING                      Président
- Monsieur Mario DA COSTA                Administrateur
- Monsieur Harry STEENBERGEN        Administrateur

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 mars 2016.

Référence de publication: 2016073818/15.

(160038661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Zenos S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 79, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 157.677.

—  
Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016086963/9.

(160053996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

---

**Generation X S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 186.067.

---

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 1<sup>er</sup> février 2016, que la liquidation de la société décidée en date du 16 décembre 2015 a été clôturée; et que la société GENERATION X S.A. SPF, a définitivement cessé d'exister. Les livres et documents sociaux sont déposés et conservés pour une période de cinq ans au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Luxembourg, le 02 mars 2016.

*Pour: GENERATION X S.A. SPF*

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2016074060/17.

(160038100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**GL Europe Brookland S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 189.549.

---

**EXTRAIT**

L'associé unique de la Société a décidé de nommer PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, ayant son siège social au 2, rue Gerhard Mercator L-2182 Luxembourg, immatriculée auprès du RCS Luxembourg sous le numéro B065477, comme réviseur d'entreprises agréé de la Société avec effet au 22 mai 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016074064/13.

(160038673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**GL Europe Trinity Square S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 12.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 179.631.

---

**EXTRAIT**

L'associé unique de la Société a décidé de nommer PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, ayant son siège social au 2, rue Gerhard Mercator L-2182 Luxembourg, immatriculée auprès du RCS Luxembourg sous le numéro B065477, comme réviseur d'entreprises agréé de la Société avec effet au 22 mai 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016074077/13.

(160038712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**KLP Real Estate Queen Anne's Chambers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 180.973.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 2 mars 2016.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2016074162/11.

(160038189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Halesia S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 120.806.

*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 1<sup>er</sup> février 2016*

Conformément à l'article 51, al. 6 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination, par voie de cooptation, de Madame Tazia BENAMEUR, née le 09/11/1969 à Mohammadia (Algérie), domiciliée professionnellement au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, au titre d'administrateur en remplacement de Monsieur Jean-Marie LEGENDRE, administrateur démissionnaire, avec effet au 31 décembre 2015.

Cette nomination sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

*Pour la société*

HALESIA S.A.

FMS SERVICES S.A. / S.G.A. SERVICES S.A.

*Administrateur / Administrateur*

Javier ARELLANO / Dominique MOINIL

*Représentant permanent / Représentant permanent*

Référence de publication: 2016074093/19.

(160038566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

**Hamburg Funding S.A., Société à responsabilité limitée de titrisation.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 201.428.

## EXTRAIT

Nous vous informons du changement d'adresse de Caroline Kinyua, Hinnerk Koch et Lara Nasato, administrateurs de la Société en date du 29 février 2016, du 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg au 287-289 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Luxembourg, le 29 février 2016.

Pour extrait conforme

Signatures

*L'agent domiciliataire*

Référence de publication: 2016074086/16.

(160038548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

**Kneiff S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 166.994.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016074163/9.

(160038403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

**LuxTrust S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8308 Capellen, 13-15, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 112.233.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2016.

Référence de publication: 2016074182/10.

(160038127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

**Grand City Properties S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1750 Luxembourg, 24, avenue Victor Hugo.  
R.C.S. Luxembourg B 165.560.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2016.

Référence de publication: 2016074049/10.

(160038583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Gravity Transport System S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue de l'Industrie.  
R.C.S. Luxembourg B 175.385.

Il résulte des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue au siège social le 27 février 2016 à 12h00 que:

- M. Christophe W. SCHAILLÉE, né à Uccle (Belgique) le 13 juillet 1976, demeurant au 34, Quai Jean Charles Rey, 98000 Monaco, a été nommé aux fonctions d'administrateur de catégorie B de la Société avec effet immédiat et pour une durée de 6 ans;

- M. Yannick ADAM, né à Messancy (Belgique) le 28 janvier 1974, demeurant au 47, rue des Ateliers, B - 6792 Halanzy, a été nommé aux fonctions d'administrateur de catégorie A de la Société avec effet immédiat et pour une durée de 6 ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Gravity Transport System S.A.*

Référence de publication: 2016074052/16.

(160038294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Futur Concept Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7350 Lorentzweiler, 42A, rue Belle-Vue.  
R.C.S. Luxembourg B 149.862.

**EXTRAIT**

Par jugement rendu en date du 25 février 2016, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leur conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la Société et a mis les frais à la charge du Trésor.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2016.

Maître Beatrice GHIOCA

*Le liquidateur / Avocat*

Référence de publication: 2016074045/16.

(160038169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**IRERE Lake (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.  
R.C.S. Luxembourg B 173.476.

Les statuts coordonnés suivant le répertoire n° 1851 du 28 janvier 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jean-Paul MEYERS

*Notaire*

Référence de publication: 2016074132/12.

(160038465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Infobase Europe S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7553 Mersch, 8, rue J.B. Neuens.  
R.C.S. Luxembourg B 56.302.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 2 mars 2016.  
Référence de publication: 2016074126/10.  
(160038564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Ecotrade S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 46.186.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 16 décembre 2015*

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes sont venus à échéance.  
Monsieur Jean-Marie LEGENDRE et les sociétés S.G.A. SERVICES S.A. et FMS SERVICES S.A. sont réélus Administrateurs pour une nouvelle période de 6 ans avec effet rétroactif au 18 avril 2014.  
Monsieur Eric HERREMANS est réélu Commissaire aux Comptes pour une nouvelle période de 6 ans avec effet rétroactif au 18 avril 2014.

*Pour la société*  
ECOTRADE S.A.

Référence de publication: 2016074010/15.  
(160038502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Estica S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.  
R.C.S. Luxembourg B 104.913.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire en date du 22 février 2016*

L'assemblée a décidé d'accepter avec effet au 15 janvier 2016 la démission de Monsieur Christophe JASICA de ses fonctions de gérant B.  
L'assemblée a également décidé d'élire avec effet au 15 janvier 2016 et pour une durée illimitée, Monsieur Alfonso CACI, né le 5 juin 1987 à La Louvière (Belgique) et résidant professionnellement au 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald, aux fonctions de gérant B.

*Pour la société*  
*Un administrateur*

Référence de publication: 2016074014/16.  
(160038066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**InfraVia II Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 181.909.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Le 26 novembre 2015.  
Pour statuts coordonnés  
Maître Jacques KESSELER  
*Notaire*  
Référence de publication: 2016074108/13.  
(160038859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---



**Essen German Holdings AREIII (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 161.740.

Le siège social de l'actionnaire unique a été transféré du L-1331 Luxembourg, 11-13, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte au L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 2 mars 2016.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour Essen German Holdings AREIII (Luxembourg) S.à r.l.*

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2016074001/14.

(160038723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Eurelan S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon Ier.

R.C.S. Luxembourg B 197.557.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2016.

Pour copie conforme

*Pour la société*

Maître Carlo WERSANDT

*Notaire*

Référence de publication: 2016074002/14.

(160038387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Evraz Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 13, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 105.615.

Il résulte des résolutions circulaires prises par le conseil d'administration de la Société en date du 2 mars 2016 que:

- le siège social de la Société est transféré à partir du 2 mars 2016 au 13, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Il est à noter que l'adresse professionnelle de l'administrateur de la Société Monsieur Giacomo Carlo Baizini est désormais la suivante: 13, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Giacomo Baizini

*Signataire autorisé*

Référence de publication: 2016074009/16.

(160038615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Goyave Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 154.818.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2016.

Référence de publication: 2016074081/10.

(160038668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Ensemble Investment Corporation, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 169.688.

—  
EXTRAIT

Nous vous informons du changement d'adresse de Danielle Delnoije, Laurent Bélik et Valerie Schleimer, gérants de la Société en date du 29 février 2016, du 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg au 287-289 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Luxembourg, le 29 février 2016.

Pour extrait conforme

Signatures

*L'agent domiciliataire*

Référence de publication: 2016073996/17.

(160038554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Eschborn (Bridge) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.465.025,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 119.219.

—  
*Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance de la société en date du 22 février 2016*

Le conseil de gérance décide de transférer le siège social de la Société du 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, au 287-289 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg avec effet au 29 février 2016.

À Luxembourg, le 29 février 2016.

Pour extrait conforme

Signatures

*L'agent domiciliataire*

Référence de publication: 2016073997/15.

(160038553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

---

**Rathbone Luxembourg Funds SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.  
R.C.S. Luxembourg B 206.009.

—  
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the fourth day of May.

Before us Maître Danielle Kolbach, notary residing in Redange-sur-Attert, acting in replacement of Maître Henri Helinckx, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

There appeared:

Rathbone Unit Trust Management Limited organised under the laws of the United Kingdom, having its registered office at 1 Curzon Street, London W1J 5FB,

represented by Ms Mathilde Rousseau, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 28 April 2016.

The proxy given, signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company:

**Title I. - Name - Registered Office - Duration - Object**

**Art. 1. Name.** There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares a corporation in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" under the name of "Rathbone Luxembourg Funds SICAV" (the "Company").

**Art. 2. Registered office.** The Company's registered office is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the board of directors may transfer the registered office of the Company to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg. The Company may establish by simple resolution of the board of directors any branches, subsidiaries or offices within the Grand Duchy of Luxembourg as well as abroad.

In the event that the board of directors determines that extraordinary events of force majeure have occurred or are imminent, that are likely to interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall have no effect whatsoever on the nationality of the Company which notwithstanding this temporary transfer of its registered office will remain a Luxembourg company.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an indefinite period. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles of Incorporation") as prescribed in Article 26.

**Art. 4. Object.** The exclusive object of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities, money market instruments and other permitted assets to an undertaking for collective investment under Part I of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as may be amended (the "Law") with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the benefit of the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by Part I of the Law.

The Company qualifies as an undertaking for collective investment in transferable securities ("UCITS").

## **Title II. - Share Capital - Shares - Net Asset Value**

**Art. 5. Share Capital - Share classes.** The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 11 hereof.

Such shares may, as the board of directors shall determine, be of different compartments (individually a "Compartment" and collectively the "Compartments") corresponding to separate portfolios of assets (which may, as the board of directors shall determine, be denominated in different currencies) and the proceeds of the issue of shares of each Compartment shall be invested pursuant to Article 3 hereof in transferable securities, money market instruments and other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or other permitted assets, as the board of directors shall from time to time determine in respect of each Compartment.

The Company is incorporated with multiple Compartments as provided for by the Law. The assets of a specific Compartment are exclusively available to satisfy the rights of creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or the liquidation of that Compartment.

Shares issued within each Compartment may be of one or more different classes of shares ("Share Classes" or "Share Class") the issue proceeds of which will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Compartment concerned but which may differ, among other things, in respect of their charge structure, distribution policy or other specific feature as the board of directors may decide. Any reference herein to "Compartment" shall also mean a reference to "Share Class" unless the context requires otherwise.

In order to determine the Company's capital, the net assets pertaining to each share class, if not stated in GBP, shall be converted into GBP and the capital shall be equal to the total net assets of all share classes. The minimum capital is the minimum capital required by law.

The initial capital is set at thirty thousand Pounds Sterling (GBP 30,000.-) divided into three hundred (300) shares of no par value.

**Art. 6. Form of the Shares.** The Company shall issue only registered shares. Shareholders will receive a confirmation of their shareholding.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the Share Price as set forth in Article 7 hereof. The subscriber will, upon acceptance of the subscription and receipt of the Share Price, receive title to the shares purchased by him and obtain a confirmation of shareholding.

Payments of dividends will be made to registered shareholders in accordance with such instructions.

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders (the "Register of Shareholders"), which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such Register of Shareholders shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number, Share Class and the Compartment of which the shares are held by him. Every transfer of a share shall be entered in the Register of Shareholders without payment of any fee and no fee shall be charged by the Company for registering any other document relating to or affecting the title to any share.

Transfer of registered shares shall be effected by inscription of the transfer to be made by the Company upon receipt by the Company of instruments of transfer satisfactory to the Company.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders free of charge. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that such shareholder does not provide such address or that such address is incorrect or becomes invalid, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time. The shareholder shall be responsible for ensuring that its details, including its address, for the register of shareholders are kept up to date and shall bear any and all responsibility should any details be incorrect or invalid.

If a conversion or a payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered into the Register of Shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend.

The Company will recognise only one (1) holder in respect of a share in the Company. In the event of joint ownership of shares the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one (1) person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

**Art. 7. Issuance of Shares.** The board of directors is authorised without limitation to issue fully paid shares of any Share Class at any time in accordance with Article 6 hereof at the Share Price or at the respective Share Prices per share determined in accordance with Article 11 hereof without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of shares to be issued. The board of directors may delegate to any director of the Company (a "Director") or to any officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty to accept subscriptions and receive payment for such new shares, remaining always within the provisions of the Law.

Whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be based on the Share Price for the relevant Share Class of the relevant Compartment and, if applicable, increased by any charge, commission or dilution levy as described in the Company's sales documents. The price per share will be rounded upwards or downwards as the board of directors may resolve. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Directors and disclosed in the Company's sales documents after the date on which the application was accepted.

The Share Price (not including the sales commission) may, upon approval of the board of directors, and subject to all applicable laws and regulations, namely with respect to a special audit report confirming the value of any assets contributed in kind, if required by law or regulation or by the board of directors, be paid by contributing to the Company securities or other eligible assets acceptable to the board of directors consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company. The costs for such subscription in kind, in particular the costs of the special audit report, will be borne by the shareholder requesting the subscription in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the board of directors considers that the subscription in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

**Art. 8. Redemptions.** As more especially prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company provided that:

(i) in the case of a request for redemption of part of his shares, the Company may, if compliance with such request would result in a holding of shares of any one Compartment with an aggregate Net Asset Value of less than such amount or number of shares as the board of directors may determine from time to time, redeem all the remaining shares held by such shareholder; and

(ii) the Company may limit the total number of shares of any Compartment which may be redeemed (including switches) on a Valuation Date to a number representing 10% of the total net assets of a Compartment of the Company.

In case of deferral of redemption the relevant shares shall be redeemed at the Share Price based on the Net Asset Value per share prevailing at the date on which the redemption is effected, less any redemption charge in respect thereof and/or less any applicable dilution levy and/or less any contingent deferred charge and/or any other charge as foreseen by the sales documents of the Company. Redemption requests that have not been dealt with in case of such deferral will be given priority as if the request had been made for the next following Valuation Date or dates until completion of full treatment of the original request, subject always to the limit set out under (ii) above.

The redemption proceeds shall normally be paid within seven days which are business days in Luxembourg following the date on which the applicable Share Price was determined and shall be based on the Share Price for the relevant Share

Class of the relevant Compartment as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, less any redemption charge in respect thereof and/or less any applicable dilution levy and/or less any contingent deferred charge and/or any other charge as foreseen by the sales documents of the Company. If in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of the Share Class of a given Compartment being redeemed is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest.

With the consent of or upon request of the shareholder(s) concerned, the board of directors may (subject to the principle of equal treatment of shareholders) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio in value equal to the Share Price attributable to the shares to be redeemed as described in the Company's sales documents. Such redemption will, if required by law or regulation or by the board of directors, be subject to a special audit report confirming the number, the denomination and the value of the assets which the board of directors will have determined to be transferred in counterpart of the redeemed shares. The costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the board of directors considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares in the relevant Compartment or of the Company.

Any such request must be filed or confirmed by such shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for the redemption of shares. Proper evidence of transfer or assignment must be received by the Company or its agent appointed for that purpose before the redemption proceeds may be paid.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

**Art. 9. Switching of Shares.** Any shareholder may in principle request switching of the whole or part of his shares of one Share Class into another Share Class based on a switching formula and under the conditions as determined from time to time by the board of directors and disclosed in the Company's sales documents provided that the board of directors may impose such restrictions as to, inter alia, the availability of a Share Class for switching, frequency of switching, and may make switching subject to payment of such charge, as it shall determine and disclose in the Company's sales documents.

**Art. 10. Restrictions on the Holding of Shares.** The board of directors shall have power to impose or relax such restrictions on any Compartment or Share Class (other than any restrictions on transfer of shares) (but not necessarily on all Share Classes within the same Compartment) as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company or no shares of any Compartment in the Company are acquired or held by or on behalf of (a) any person in breach of the law or requirements of any country or governmental or regulatory authority or (b) any person in circumstances which in the opinion of the board of directors might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered, including a requirement to register under any securities or investment or similar laws or requirement of any country or authority.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any "U.S. person", as defined hereafter. For such purpose, the Company may:

(a) decline to issue any share where it appears to it that such registration would or might result in such share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding shares in the Company;

(b) at any time require any person whose name is entered in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a person who is precluded from holding shares in the Company; and

(c) where it appears to the Company that any person, who is precluded pursuant to this Article from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial or registered owner of shares, compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the Redemption Price (as hereinafter defined) in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held by him shall be cancelled;

(2) the price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (herein called the "Redemption Price") shall be an amount equal to the Share Price of shares of the relevant Share Class in the given Compartment, determined in accordance with Article 11 hereof, less any redemption charge payable in respect thereof and/or any applicable dilution levy and/or less any applicable contingent deferred charge as disclosed in the sales documents of the Company.

(3) payment of the Redemption Price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination of the relevant Share Class in the given Compartment and will be deposited by the Company in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person. Upon deposit of such price as aforesaid

no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid; or

(4) the exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any share was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

(d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles of Incorporation, the term "U.S. person" shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1993, as amended (the "1993 Act") or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S of the 1993 Act or a "Specified U.S. Person" as defined by the Foreign Account Tax Compliance Act of 2010, as may be amended (FATCA) or any other applicable law or regulation. The board of directors may further clarify the term "U.S. Person" in the sales documents of the Company.

In addition to the foregoing, the board of directors may restrict the issue and transfer of shares of a Compartment/Share Class to institutional investors within the meaning of the Law ("Institutional Investor(s)"). The board of directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares of a Share Class or Compartment reserved for Institutional Investors until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Institutional Investor. If it appears at any time that a holder of shares of a Share Class/Compartment reserved to Institutional Investors is not an Institutional Investor, the board of directors will convert the relevant shares into shares of a Share Class/Compartment which is not restricted to Institutional Investors (provided that there exists such a Share Class/Compartment with similar characteristics) or compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set forth above in this Article. The board of directors will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse for any transfer of shares to be entered into the Register of Shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where shares of a Share Class/Compartment restricted to Institutional Investors would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Institutional Investor. In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Institutional Investor, and who holds shares in a Share Class/Compartment restricted to Institutional Investors, shall hold harmless and indemnify the Company, the board of directors, the other shareholders of the relevant Share Class/Compartment and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Institutional Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

**Art. 11. Calculation of the Net Asset Value of the Shares.** The Net Asset Value and the Share Price in the Company shall be determined as to the shares of each Share Class of each Compartment by the Company from time to time, but in no instance less than twice monthly or, subject to regulatory approval, no less than once a month, as the board of directors by regulation may determine (every such day or time for determination thereof being referred to herein as a "Valuation Date"), but so that no day observed as a holiday by banks in Luxembourg shall be a Valuation Date.

The Net Asset Value of shares of each Share Class in each Compartment in the Company shall be expressed in the relevant reference currency of the Compartment (or Share Class) concerned or in such other currency as the board of directors shall in exceptional circumstances determine as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Date by dividing the net assets of the Compartment corresponding to such Share Class, being the value of the assets of such Compartment attributable to such Share Class less its liabilities attributable to such Share Class by the number of shares then in issue of the relevant Share Class.

The share price (the "Share Price") of a share of any Share Class in each Compartment shall be expressed in the currency of expression of the relevant Compartment or Share Class or in such other currency as the board of directors shall in exceptional circumstances temporarily determine as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Date to be equal to the Net Asset Value of that Share Class on that day, adjusted to reflect any dealing charges or other charges as disclosed in the sales documents of the Company as well as any fiscal charges which the board of directors feels it is appropriate to take into account in respect of that Share Class, divided by the number of shares of that Share Class then in issue or deemed to be in issue and by rounding the total to the nearest second decimal or such other figure as the board of directors may determine from time to time. The board of directors may also apply a dilution adjustment as disclosed in the sales documents of the Company.

The board of directors may resolve to operate equalisation arrangements in relation to the Company.

The valuation of the Net Asset Value for the various Share Classes shall be performed as follows:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

- (a) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

(c) all bonds, time notes, shares, stocks, debenture stocks, units/shares in undertakings for collective investment, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Company;

(d) all stocks, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company (provided that the Company may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

(e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such securities;

(f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off; and

(g) all other permitted assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of these assets shall be determined as follows:

(1) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(2) the value of securities and/or financial derivative instruments which are listed on any official stock exchange or traded on any other organised market at the last available stock price. Where such securities or other assets are quoted or dealt in or on more than one stock exchange or other organised markets, the directors shall select the principal of such stock exchanges or markets for such purposes;

(3) in the event that any of the securities held in the Company's portfolio on the relevant day are not listed on any stock exchange or traded on any organised market or if with respect to securities listed on any stock exchange or traded on any other organised market, the price as determined pursuant to sub-paragraph (2) is not, in the opinion of the board of directors, representative of the fair market value of the relevant securities, the value of such securities will be determined prudently and in good faith based on the reasonably foreseeable sales prices or any other appropriate valuation principles;

(4) the financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other organised market will be valued in a reliable and verifiable manner on a daily basis and verified by a competent professional appointed by the Company;

(5) units or shares in underlying open-ended investment compartments shall be valued at their last available net asset value reduced by any applicable charges; and

(6) in the event that the above mentioned calculation methods are inappropriate or misleading, the board of directors may adjust the value of any investment or permit some other method of valuation to be used for the assets of the Company if it considers that the circumstances justify that such adjustment or other method of valuation should be adopted to reflect more fairly the value of such investments

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

(a) all loans, bills and accounts payable;

(b) all accrued or payable administrative expenses (including management fee, depositary fee and corporate agents' insurance premiums fee for and any other fees payable to representatives and agents of the Company), as well as the costs of incorporation and registration, legal publications and prospectus printing, financial reports and other documents made available to shareholders;

(c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the date of valuation falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

(d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income as at the date of the valuation and any other reserves, authorised and approved by the board of directors; and

(e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities related to shares in the relevant Compartment toward third parties. In determining the amount of such liabilities the Company may take into account all administrative and other expenses of a regular or periodical nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

Such other liabilities may include, without limitation, expenses for establishment and subsequent amendment of these Articles of Incorporation, printing expenses, fees payable to managers and investment advisors, including fees tied to performance, expenses and fees payable to accountants, to the depositary and its correspondents, to the domiciliation agents, administrative agents, registrar and transfer agents, listing agent, all paying agents, to the distributors and to the permanent representatives in the places where the Company is subject to registration, as well as to any other employee or agent of the Company, Directors' compensation as well as any expenses reasonably incurred by the Directors, insurance expenses and reasonable travel expenses related to board of directors' meetings, expenses incurred in connection with legal assistance and the review of the Company's annual accounts, expenses for statements for registration with the government authorities and securities exchanges of the Grand Duchy of Luxembourg or foreign government authorities and securities exchanges, advertising expenses, including expenses for promotion, preparation, printing and distribution of the prospectuses and periodic reports, expenses for reports to the shareholders, translation expenses for these documents into each language deemed useful, all taxes and fees imposed by government authorities and securities exchanges and all similar expenses,

expenses for publication of issue, redemption, and conversion prices, as well as all other operating expenses, interest, financing, bank or brokerage expenses incurred upon the purchase or sale of assets or otherwise, and postage, telephone and telex expenses.

C. The Directors shall establish a portfolio of assets for each Compartment in the following manner:

(a) the proceeds from the allotment and issue of each Share Class of such Compartment shall be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Compartment, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such portfolio subject to the provisions of this Article;

(b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same portfolio as the assets from which it was derived and on each re-evaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant portfolio;

(c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Compartment or Share Class or to any action taken in connection with an asset of a particular Compartment or Share Class, such liability shall be allocated to the relevant Compartment or Share Class;

(d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Compartment or Share Class, such asset or liability shall be allocated to all the Share Classes pro rata to the net asset values of each portfolio; provided that all liabilities, attributable to a Compartment or Share Class shall be binding on that Compartment or Share Class; and

(e) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any Compartment or Share Class, the Net Asset Value of such Compartment or Share Class shall be reduced by the amount of such dividends.

D. For the purpose of valuation under this Article:

(a) shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Directors on the Valuation Date on which such valuation is made, and, from such time and until paid, the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) shares of the Company in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Date on which they have been allotted and the price therefore, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company;

(c) all investments, cash balances and other assets of any Compartment expressed in currencies other than the currency of denomination in which the Net Asset Value of the relevant Compartment is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant Compartment;

(d) effect shall be given on any Valuation Date to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Date, to the extent practicable; and

(e) the valuation referred to above shall reflect that the Company is charged with all expenses and fees in relation to the performance under contract or otherwise by agents for asset management, custodial, domiciliary, registrar and transfer agency, audit, legal and other professional services and with the expenses of financial reporting, notices and dividend payments to shareholders and all other customary administration services and fiscal charges, if any.

E. The board of directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for one or more Compartments (hereafter referred to as "Participating Compartments") on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so.

1. Any such enlarged asset pool ("Enlarged Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Compartments. Thereafter the board of directors may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. The board of directors may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Compartment, up to the amount of the participation of the Participating Compartment concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

2. The contribution of a Participating Compartment in an Enlarged Asset Pool shall be measured by reference to notional units ("units") of equal value in the Enlarged Asset Pool. On the formation of an Enlarged Asset Pool the board of directors shall in its discretion determine the initial value of a unit which shall be expressed in such currency as the board of directors considers appropriate, and shall allocate to each Participating Compartment units having an aggregate value equal to the amount of cash (or to the value of other assets) contributed. Fractions of units, calculated as further disclosed in the sales documents of the Company, may be allocated as required. Thereafter the value of a unit shall be determined by dividing the net asset value of the Enlarged Asset Pool (calculated as provided below) by the number of units subsisting.

3. When additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an Enlarged Asset Pool, the allocation of units of the Participating Compartment concerned will be increased or reduced (as the case may be) by a number of units determined by dividing the amount of cash or value of assets contributed or withdrawn by the current value of a unit. Where a contribution is made in cash it may be treated for the purpose of this calculation as reduced by an amount which the board of directors considers appropriate to reflect fiscal charges and dealing and purchase costs which may be incurred in investing the cash concerned. In the case of a cash withdrawal a corresponding addition may be made to reflect costs which may be incurred in realising securities or other assets of the Enlarged Asset Pool.



4. The net asset value of the Enlarged Asset Pool shall be determined in accordance with the provisions (mutatis mutandis) of Article 11 herein, provided that the value of the assets contributed to, withdrawn from or forming part of the Enlarged Asset Pool shall be determined on the day of such contribution or withdrawal.

5. Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will immediately be credited to the Participating Compartments, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time of receipt.

**Art. 12. Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value.** The Company may suspend the determination of the Net Asset Value and the Share Price of any Share Class in any Compartment and the issue, switching and redemption of the shares in such Compartment:

(a) during any period when any market or stock exchange, on which a material part of the investments of the relevant Compartment for the time being is quoted, is closed, or during which dealings are substantially restricted or suspended;

(b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such Compartment would be impracticable;

(c) during any breakdown or restriction in the use of the means of communication normally employed to determine the price or value of any of the investments attributable to such Compartment or the current prices or values of any stock exchange;

(d) during any period when the Company is unable to repatriate monies for the purpose of making payments on the redemption of such shares or during which any transfer of monies involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of such shares cannot in the opinion of the Directors be effected at normal rates of exchange;

(e) during any period when in the opinion of the board of directors of the Company there exist unusual circumstances where it would be impracticable or unfair towards the shareholders to continue dealing with shares of any Compartment of the Company or any other circumstance where a failure to do so might result in the shareholders of the Company, a Compartment or a Share Class incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or other detriment which the shareholders of the Company, a Compartment or a Share Class might not otherwise have suffered;

(f) in the event of the publication (i) of the convening notice to a general meeting of shareholders at which a resolution to wind up the Company or a Compartment is to be proposed, or of the decision of the board of directors to wind up one or more Compartments, or (ii) to the extent that such a suspension is justified for the protection of the shareholders, of the notice of the general meeting of shareholders at which the merger of the Company or a Compartment is to be proposed, or of the decision of the board of directors to merge one or more Compartments;

(g) in the case of a suspension of the calculation of the net asset value of one or several funds in which a Compartment has invested a substantial portion of assets;

(h) in the case of a Compartment qualifying as a feeder UCITS, when its Master UCITS temporarily suspends redemptions.

Any such suspension of the determination of the Net Asset Value shall be promptly notified to shareholders requesting redemption or switching of their shares by the Company at the time of the filing of the written request for such redemption as specified in Article 8 hereof. The board of directors may also make public such suspension in such a manner as it deems appropriate. Furthermore, such suspension as to any Compartment or Share Class, as the case may be, will have no effect on the calculation of the Net Asset Value, and, if applicable, the issue, redemption and switching price of the shares of any other Compartment or Share Class, as the case may be.

### **Title III. - Administration and Oversight**

**Art. 13. Directors.** The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members. Members of the board of directors need not be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced or an additional director appointed at any time by a resolution adopted by the shareholders.

No person, other than a Director retiring at the meeting (whether by rotation or otherwise), shall be appointed or re-appointed as Director at any general meeting unless:

(a) he is recommended by the board of directors; or

(b) not less than six nor more than thirty-five clear days before the day of the meeting, notice executed by a shareholder qualified to vote at the meeting (not being the person to be proposed) has been given to the chairman of the board of directors of the intention to propose that person for appointment or reappointment together with notice executed by that person of his willingness to be appointed or re-appointed.

In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

The Company will be bound by the joint signature of any two Directors or by the joint or single signature of any Director or officer to whom authority has been delegated by the board of directors.

**Art. 14. Board of Directors' Meetings.** The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may appoint one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and at the board of directors, but failing a chairman or in his absence the shareholders or the board of directors may appoint any person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of these circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by e-mail or other means capable of evidencing such consent of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of directors.

Any Director may act at any meeting of the board of directors by appointing another Director as his proxy in writing or by telefax or e-mail or any other means capable of evidencing such proxy. Directors may also cast their vote in writing or by telefax, e-mail or other means capable of evidencing such vote.

Any Director may also participate at any meeting of the board of directors by videoconference or any other means of telecommunication permitting the identification of such Director. Such means must allow the Director(s) to participate effectively at such meeting of the board of directors. The proceedings of the meeting must be retransmitted continuously. The participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at the meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

The Directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by a resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the Directors are present or represented at a meeting of the board of directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. The chairman of the meeting shall have a casting vote in any circumstances.

Resolutions of the board of directors may also be passed in the form of a circular resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by all the Directors.

The board of directors from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles of Incorporation, shall have the powers and duties given to them by the board of directors.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the board. The board of directors may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are Directors of the Company and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are Directors of the Company.

The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors.

**Art. 15. Investment Powers of the Board of Directors.** The board of directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have the power to determine the corporate and investment policy for the investments for each Compartment, the currency of denomination of each Compartment and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

The board of directors shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company, in accordance with Part I of the Law.

The board of directors may decide that investment of the Company be made (i) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the Law, (ii) in transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a member state of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iii) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in any other country in Europe, Asia, Oceania (including Australia), the American continents and Africa, or dealt in on another market in the countries referred to above, provided that such market is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iv) in recently issued transferable securities and money market instruments provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of issue, as well as (v) in any other transferable securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set

forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the sales documents of the Company.

The board of directors of the Company may decide to invest up to one hundred per cent of the net assets of each Compartment of the Company in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any member state of the European Union, its local authorities, a non-member state of the European Union, as acceptable by the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Company (including but not limited to OECD and G20 member states), or public international bodies of which one or more of such member states are members, provided that in the case where the Company decides to make use of this provision it must hold, on behalf of the Compartment concerned, securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty per cent of the total net assets of such Compartment.

The board of directors may decide that investments of the Company be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Law and/ or financial derivative instruments dealt in over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by the Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives as disclosed in the sales documents of the Company.

The board of directors may decide that investments of a Compartment of the Company be made so as to replicate stock indices and/ or debt securities indices to the extent permitted by the Law provided that the relevant index is recognised as having a sufficiently diversified composition, is an adequate benchmark and is published in any appropriate manner.

The board of directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for two or more Compartments on a pooled basis, as described in Article 11 above and where it is appropriate, with regard to their respective investment sectors.

When investments of the Company are made in the capital of subsidiary companies which, exclusively on its behalf carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, with regard to the redemption of units/shares at the request of unitholders/shareholders, paragraphs (1) and (2) of Article 48 of the Law do not apply.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the board of directors may, at any time it deems appropriate and to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, (i) create any Compartment qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS, (ii) convert any existing Compartment into a feeder UCITS or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS Compartments.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, any Compartment may, to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, invest in one or more Compartments. The relevant legal provisions on the computation of the net asset value will be applied accordingly.

In this case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to these shares are suspended for as long as they are held by the Compartment concerned. In addition and for as long as these shares are held by a Compartment, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law.

**Art. 16. Conflict of Interest.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such an affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, conflicting with that of the Company such Director or officer shall make known to the board of directors his personal interest and shall not consider or vote on any such transactions and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The preceding paragraph does not apply where the decision of the board of directors or by the single Director relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any company part of the Rathbone group or any subsidiary thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the board of directors provided such a "personal interest" is not considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations.

**Art. 17. Indemnification of the Directors.** The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be indemnified in all circumstances except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged

in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, any indemnity shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnity shall not exclude other rights to which such Director or officer of the Company may be entitled.

**Art. 18. Approved statutory auditor.** The general meeting of shareholders shall appoint an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) who shall carry out the duties prescribed by the Law.

#### **Title IV. - General Shareholders' Meetings - Financial Year - Distributions**

**Art. 19. Powers.** Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the Compartment of which shares are held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

**Art. 20. General Shareholder's Meetings.** The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, at 12 noon on the first Wednesday in January unless such day is not a bank business day in Luxembourg in which case the meeting shall be held on the first bank business day in Luxembourg thereafter. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at another date, time or place than those set forth in the preceding paragraph, which date, time and place are to be decided by the board of directors.

Other meetings of shareholders may be held at such place, date and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever Compartment or Share Class and regardless of the Net Asset Value per share of the Compartment or Share Class is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles of Incorporation or by law. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by telefax message. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders of the Company or at a Share Class or Compartment meeting duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Where there is more than one Share Class or Compartment and the resolution of the general meeting is such as to change the respective rights thereof, such resolution must, in order to be valid, be approved separately by shareholders of such Share Class or Compartment in accordance with the quorum and majority requirements provided for by this article.

Two or more Compartments or Share Classes may be treated as a single Compartment or Share Class if such Compartments or Share Classes would be affected in the same way by the proposals requiring the approval of holders of shares relating to the separate Compartment or Share Class.

Shareholders will meet upon call by the board of directors, pursuant to a notice setting forth the agenda, sent in accordance with Luxembourg law to each registered shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders.

The notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority at this general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"). The right of a shareholder to participate at a general meeting of shareholders and to exercise voting rights attached to his/its/her shares shall be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

**Art. 21. Financial Year.** The accounting year of the Company shall begin on the 1<sup>st</sup> of October of each year and shall end on the 30<sup>th</sup> of September of the next year. The accounts of the Company shall be expressed in GBP or to the extent permitted by laws and regulations such other currency, as the board of directors may determine. Where there shall be different Compartments as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts of such Compartments are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into GBP and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company.

**Art. 22. Distributions.** The Shareholders shall in a special Share Class meeting upon proposal of the board of directors and within the limits provided by Luxembourg law determine how the results shall be disposed of and how other distributions shall be effected and may from time to time declare, or authorise the board of directors to declare distributions. Such distributions may be made out of income, capital gains or capital. The Directors may decide to issue, on such terms

as the Directors shall determine in their discretion, within each Compartment and for each Share Class, shares on which income is either distributed ("distribution shares") or accumulated ("accumulation shares").

Distribution shares confer on their holders the right to receive dividends declared on the portion of the net assets of the Company attributable to the relevant Compartment and Share Class in accordance with the provisions below. Accumulation shares do not confer on their holders the right to dividends. The portion of the net assets of the Company attributable to accumulation shares of the relevant Compartment and Share Class in accordance with the provisions below shall automatically be reinvested within the relevant Compartment and Share Class.

The Directors shall for the purpose of the calculation of the Net Asset Value of the shares as provided in Article 11 operate within each Compartment and Share Class separate pools of assets corresponding to distribution shares and accumulation shares in such manner that at all times the portion of the total assets of the relevant Compartment and Share Class attributable to the distribution shares and accumulation shares respectively shall be equal to the portion of the total of distribution shares and accumulation shares respectively in the total number of shares of the relevant Compartment and Share Class.

Distributions may further, in respect of any Share Class, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such Share Class and which, in such event, will in respect of such Share Class, be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the income attributable to such shares.

Distribution paid in cash will normally be paid in the currency in which the relevant Share Class is expressed or, in exceptional circumstances, in such other currency as selected by the board of directors and may be paid at such places and times as may be determined by the board of directors. The board of directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividends into the currency of their payment.

The board of directors may decide that dividends be automatically reinvested for any Compartment unless a shareholder entitled to receive cash distribution elects to receive payment of such dividends. However, no dividends will be paid if their amount is below an amount to be decided by the board of directors from time to time and published in the sales documents of the Company. Such dividends will automatically be reinvested.

The board of directors may resolve to distribute stock dividends rather than cash dividends in accordance with the modalities and conditions determined by the board of directors.

The board of directors may decide, at any time and for any Share Class and subject to any conditions of Luxembourg law, to pay interim dividends.

The annual general meeting resolving on the approval of the annual accounts shall also ratify interim dividends resolved by the Directors. No distribution shall be made if as a result thereof the capital of the Company becomes less than the minimum required by law.

**Art. 23. Dissolution of the Company.** In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Share Class shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each Share Class of each Compartment in proportion to their holding of shares in such Share Class of such Compartment either in cash or, upon the prior consent of the shareholder, in kind. Any funds to which shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process shall be deposited for the persons entitled thereto with the Caisse de Consignation in Luxembourg in accordance with the Law. Amounts so deposited shall be forfeited in accordance with Luxembourg laws.

**Art. 24. Liquidation and Merger of Compartments.** Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, any merger of a Compartment shall be decided by the board of directors unless the board of directors decides to submit the decision for a merger to a meeting of shareholders of the Compartment concerned. No quorum is required for this meeting and decisions are taken by a simple majority of the votes cast. In case of a merger of a Compartment where, as a result, the Company ceases to exist, the merger shall be decided by a meeting of shareholders resolving in accordance with the quorum and majority requirements for amending these Articles of Incorporation.

In case the board of directors deems it appropriate because of important changes in the economic or political situation affecting a Compartment, or if for any reason, the net assets of one or more Compartments has not reached or has fallen below an amount which the board of directors considers to be the minimum to guarantee an effective management of such Compartments, the board of directors may redeem all shares of the relevant Compartment at a price reflecting the anticipated realisation and liquidation costs and closing of the relevant Compartment, but with no redemption charge.

Termination of a Compartment by compulsory redemption of all the relevant shares in case for reasons other than those mentioned in the preceding paragraph, may be effected only upon the prior approval of the shareholders of the Compartment to be terminated, at a duly convened shareholders' meeting of the relevant Compartment which may be validly held without a quorum and the decision will be approved by a simple majority of the votes cast.

Liquidation proceeds not claimed by the shareholders at the close of the liquidation of a Compartment will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed, they shall be forfeited in accordance with Luxembourg law.

**Art. 25. Consolidation or split of Shares.** The board of directors may decide to consolidate or split a Share Class of any Compartment. The board of directors may also submit the question of the consolidation of a Share Class to a meeting of holders of such Share Class. Such meeting will resolve on the consolidation with a simple majority of the votes cast.

**Art. 26. Amendments to the Articles of Incorporation.** These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any Compartment or Share Class vis-à-vis those of any other Compartment or Share Class shall be subject to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant Compartment or Share Class.

**Art. 27. Applicable Law.** All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies, as amended, and the Law.

*Transitory provisions*

(1) The first accounting year will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on 30 September 2016.

(2) The first annual general meeting will be held in 2017.

*Subscription and payment*

The subscribers have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Shareholders	Subscribed capital	number of shares
Rathbone Unit Trust		
Management Limited .....	GBP 30,000.-	300
TOTAL .....	GBP 30,000.-	300

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary.

*Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

*Statements*

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26, 26-3 and 26-5 of the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies have been observed.

*Extraordinary general meeting of shareholders*

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as fully convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote.

*First resolution*

The following persons are appointed directors of the Company for a term expiring at the date of the next annual general meeting:

Name	Title	Professionally residing
Mr Michael Mark Webb	Chairman of the Board	1 Curzon Street, London, W1J 5FB, United Kingdom
Ms Suman Sharma	Director	1 Curzon Street, London, W1J 5FB United Kingdom
Mr Garvan Rory Pieters	Director	19, rue de Bitbourg L-1273 Luxembourg

*Second resolution*

The following have been appointed auditor for a term expiring at the date of the next annual general meeting:

Deloitte Audit, Société à responsabilité limitée, 560 rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

*Third resolution*

The registered office of the Company is fixed at 16, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, said person appearing signed together with us, the notary, this original deed.

Signé: M. ROUSSEAU et D. KOLBACH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 6 mai 2016. Relation: 1LAC/2016/14872. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur* (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 mai 2016.

Référence de publication: 2016108088/718.

(160080199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

**Air Properties S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8399 Windhof, 6, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 179.427.

L'an deux mille seize, le vingt-sept avril, à Leudelange.

Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de droit luxembourgeois AIR PROPERTIES S.A. ayant son siège social à L-8399 Windhof, 6, rue d'Arlon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179.427, constituée suivant acte notarié en date du 25 juillet 2013 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 28 septembre 2013 numéro 2401 (ci-après la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire soussigné en date du 12 mai 2015 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 20 juillet 2015 numéro 1795.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Clément VILLAUME, juriste, demeurant professionnellement à L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval,

qui désigne comme secrétaire Madame Virginie COURTEIL, juriste, demeurant professionnellement à L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Alice BODART, employée, demeurant professionnellement à L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

*Ordre du jour:*

1.- Transfert du siège social à L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval et modification subséquente du premier paragraphe de l'article 2 des statuts.

2.- Réduction du capital social à concurrence de treize millions cinq cent trente-deux mille cinq cents euros (EUR 13.532.500,-) pour le porter de son montant actuel de vingt-et-un millions cinq cent trente-deux mille cinq cents euros (EUR 21.532.500,-), à huit millions d'euros (EUR 8.000.000,-) sans annulation d'actions mais par remboursement aux actionnaires à proportion de leur droits dans le capital. Modification subséquente du premier alinéa de l'article 5 des statuts.

3.- Modification de l'exercice social qui se déroulera désormais du 1<sup>er</sup> octobre de chaque année au 30 septembre de l'année suivante.

Modification subséquente de l'article 15 des statuts.

4.- Modification de la date de l'assemblée générale annuelle et modification subséquente de l'article 14 des statuts.

5.- Refonte des statuts afin de refléter les modifications apportées.

6.- Divers

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

### *Première résolution*

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la Société de L-8399 Windhof, 6 rue d'Arlon à L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval avec effet à la date de ce jour.

### *Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide de réduire le capital social de la Société à concurrence de treize millions cinq cent trente-deux mille cinq cents euros (EUR 13.532.500,-) pour le porter de son montant actuel de vingt-et-un millions cinq cent trente-deux mille cinq cents euros (EUR 21.532.500,-), à huit millions d'euros (EUR 8.000.000,-) sans annulation d'actions existantes, mais par réduction du pair comptable, et par remboursement à due concurrence aux actionnaires de la Société proportionnellement à leurs participations dans le capital social.

La présente réduction de capital est régie par l'article 69 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

### *Troisième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'exercice social de la Société, afin qu'il se déroule désormais du 1<sup>er</sup> octobre de chaque année au 30 septembre de l'année suivante.

A titre transitoire, l'assemblée décide que l'exercice en cours ayant débuté le 1<sup>er</sup> janvier 2016 s'achèvera le 30 septembre 2016.

### *Quatrième résolution*

L'assemblée décide de modifier la date de l'assemblée générale annuelle de la Société qui se réunira chaque année le dernier vendredi du mois de novembre à 11.00 heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

### *Cinquième résolution*

Afin de refléter les résolutions précédentes, l'assemblée décide de procéder à une refonte des statuts qui auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 1<sup>er</sup>. Forme - Dénomination.** Il est établi une société anonyme sous la dénomination de «AIR PROPETIES S.A.» (ci-après, la Société).

La Société peut avoir un Actionnaire Unique (l'"Actionnaire Unique") ou plusieurs actionnaires (les Actionnaires). La société ne pourra pas être dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Actionnaire Unique.

**Art. 2. Siège Social.** Le siège social de la Société est établi à Leudelange, Grand-Duché de Luxembourg (Luxembourg).

Il pourra être transféré dans les limites de la commune par simple décision du Conseil d'Administration de la Société (le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un Administrateur Unique (l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

Lorsque le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

**Art. 3. Durée de la Société.** La Société est constituée pour une période illimitée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 21 ci-après.

**Art. 4. Objet Social.** La Société a pour objet l'acquisition, la vente, l'échange de tous immeubles bâtis ou non bâtis, la prise à bail et la location de toutes propriétés immobilières de même que l'administration, l'entretien, l'exploitation et la mise en valeur de tous immeubles ainsi que toutes opérations, quoique non prévues ci-dessus, auxquelles les immeubles peuvent donner lieu, qu'elles soient commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières.

La Société a également pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.



**Art. 5. Capital Social.** Le capital social souscrit est fixé à huit millions d'euros (EUR 8.000.000,-) représenté par deux cent dix-sept mille cinq cents (217.500) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital social souscrit de la Société pourra être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 21 ci-après.

**Art. 6. Actions.** Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'Actionnaire, sauf dispositions contraires de la loi.

Les actions au porteur devront être immobilisées auprès d'un dépositaire unique conformément à l'article 42 (1) de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

**Art. 7. Transfert des Actions.** Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre de(s) Actionnaire(s) de la Société, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'actions, d'autres instruments de transfert, dans lesquels les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, jugés suffisants par la Société.

Le transfert des actions au porteur s'établit par une inscription au registre des actions au porteur de la Société conformément à l'article 42 (4) de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.

**Art. 8. Réunions de l'assemblée des Actionnaires de la Société.** Dans l'hypothèse d'un Actionnaire Unique, ce dernier aura tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Les décisions prises par l'Actionnaire Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

Dans l'hypothèse d'une pluralité d'Actionnaires, toute Assemblée Générale de la Société (l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'Assemblée Générale annuelle se réunit de plein droit le dernier vendredi du mois de novembre à 11.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Tout Actionnaire de la Société peut participer à l'Assemblée Générale par conférence téléphonique, visio-conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les Actionnaires participant à la réunion de l'Assemblée Générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'Assemblée Générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'Assemblée Générale est retransmise en direct et (iv) les Actionnaires peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion.

**Art. 9. Délais de convocation, quorum, procurations, avis de convocation.** Les délais de convocation et quorum requis par la loi seront applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque Actionnaire pourra prendre part aux assemblées générales des Actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie, ou par courrier muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, une autre personne comme mandataire.

Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Les Actionnaires peuvent voter par écrit (au moyen d'un bulletin de vote) sur les projets de résolutions soumis à l'Assemblée Générale à la condition que les bulletins de vote incluent (1) les nom, prénom adresse et signature des Actionnaires, (2) l'indication des actions pour lesquelles l'Actionnaire exercera son droit, (3) l'agenda tel que décrit dans la convocation et (4) les instructions de vote (approbation, refus, abstention) pour chaque sujet de l'agenda. Les bulletins de vote originaux devront être reçus par la Société 72 (soixante-douze) heures avant la tenue de l'Assemblée Générale.

**Art. 10. Administration de la Société.** Tant que la Société n'a qu'un Actionnaire Unique, la Société peut être administrée par un Administrateur Unique seulement qui n'a pas besoin d'être l'Actionnaire Unique de la Société (l'Administrateur Unique). Si la Société a plus d'un Actionnaire, la Société sera administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois (3) administrateurs, lesquels ne seront pas nécessairement Actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'Assemblée Générale doit nommer au moins 2 (deux) nouveaux administrateurs en plus de l'Administrateur Unique en place. L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (la Personne Morale), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la Personne Morale conformément à l'article 51bis de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la Loi sur les Sociétés de 1915).

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'Assemblée Générale et peuvent être divisés en deux catégories, les administrateurs de catégorie A et les administrateurs de catégorie B. Les Actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale de la Société. En l'absence d'administrateur disponible, l'Assemblée Générale devra être rapidement réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

**Art. 11. Réunion du Conseil d'Administration.** Le Conseil d'Administration doit nommer un président (le Président) parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des décisions de l'Assemblée Générale ou de l'Actionnaire Unique. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale. En son absence, l'Assemblée Générale ou les autres membres du Conseil d'Administration, le cas échéant, nommeront un président pro tempore qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple des administrateurs présents ou par procuration à la réunion en question.

Les réunions du Conseil d'Administration seront convoquées par le Président ou par deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Luxembourg.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du Conseil d'Administration et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme, par télex ou par courrier muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter au Conseil d'Administration en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme, par télex ou par courrier muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise un autre administrateur comme son mandataire.

Tout administrateur peut participer à la réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique, visio-conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion du Conseil d'Administration peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion du Conseil d'Administration peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion du Conseil d'Administration est retransmise en direct et (iv) les membres du Conseils d'Administration peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion du Conseil d'Administration par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du Conseil d'Administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de ce Conseil d'Administration. Au cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion ne sera pas prépondérante.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire pourvu qu'elle soit précédée par une délibération entre administrateurs par des moyens tels que mentionnés par exemple sous le paragraphe 6 du présent article 11. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés, manuellement ou électroniquement par une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, par tous les membres du Conseil d'Administration (résolution circulaire). La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

L'article 11 ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

**Art. 12. Procès-verbal de réunion du Conseil d'Administration et des résolutions de l'Administrateur Unique.** Les résolutions prises par l'Administrateur Unique seront inscrites dans des procès-verbaux tenus au siège social de la Société.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le Président, ou bien par un membre du Conseil d'Administration qui préside une telle assemblée. Les procès-verbaux des résolutions prises par l'Administrateur Unique seront signés par l'Administrateur Unique.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président, deux membres du Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, le cas échéant.

**Art. 13. Pouvoirs du Conseil d'Administration.** Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société, et notamment le pouvoir de transférer,

céder et disposer des actifs de la Société conformément à la Loi sur les Sociétés de 1915. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés de 1915 ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

**Art. 14. Délégation de pouvoirs.** Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, Actionnaire ou non, membre du Conseil d'Administration ou non qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

Le Conseil d'Administration peut nommer une personne, Actionnaire ou non, administrateur ou non, en qualité de représentant permanent de toute entité dans laquelle la Société est nommée membre du Conseil d'Administration. Ce représentant permanent agira de son propre chef, mais au nom et pour le compte de la Société et engagera la Société en sa qualité de membre du Conseil d'Administration de toute telle entité.

Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

**Art. 15. Signatures autorisées.** La Société sera engagée, en toutes circonstances (y compris dans le cadre de la gestion journalière), vis-à-vis des tiers par (i) la signature conjointe de deux administrateurs de la Société ou (ii) en cas d'Administrateur Unique par sa signature unique ou (iii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Si la Société a des administrateurs de catégorie A et de catégorie B, elle sera engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature conjointe d'un administrateur de catégorie A et d'un administrateur de catégorie B.

**Art. 16. Conflit d'intérêts.** Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêchée de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil d'Administration de la Société de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale. Ce paragraphe ne s'applique pas tant que la Société est gérée par un Administrateur Unique.

Tant que la Société est gérée par un Administrateur Unique, les procès-verbaux de l'Assemblée Générale devront décrire les opérations dans lesquelles la Société et l'Administrateur Unique se sont engagés et dans lesquelles l'Administrateur Unique a un intérêt opposé à celui de la Société.

Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration ou de l'Administrateur Unique concernant les opérations réalisées dans le cadre ordinaire des affaires courantes de la Société lesquelles sont conclues à des conditions normales.

**Art. 17. Commissaire(s).** La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

**Art. 18. Exercice social.** L'exercice social commencera le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année et se terminera le 30 septembre de l'année suivante.

**Art. 19. Affectation des Bénéfices.** Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 des Statuts.

L'Assemblée Générale décidera de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

Les dividendes pourront être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration de la Société et devront être payés au lieu et place choisis par le Conseil d'Administration de la Société. Le Conseil d'Administration de la Société peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi sur les Sociétés de 1915.

**Art. 20. Dissolution et Liquidation.** La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 21 ci-après. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

**Art. 21. Modifications statutaires.** Les présents Statuts pourront être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire, dans les conditions de quorums et de majorité requises par la Loi sur les Sociétés de 1915.

**Art. 22. Droit applicable.** Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi sur les Sociétés de 1915 et aux lois modificatives.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Leudelange, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. VILLAUME, V. COURTEIL, A. BODART et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C. 1, le 28 avril 2016. 1LAC/2016/13861. Reçu soixante quinze euros € 75,-.

*Le Receveur* (signé): MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 10 mai 2016.

Référence de publication: 2016106546/283.

(160078605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 2016.

**Kyotec Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8094 Bertrange, 47, rue de Strassen.

R.C.S. Luxembourg B 198.516.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2016.

Pour copie conforme

*Pour la société*

Maître Carlo WERSANDT

*Notaire*

Référence de publication: 2016073521/14.

(160037533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

**UBS (Lux) Key Selection SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 88.580.

**Mitteilung an die Aktionäre von UBS (Lux) Key Selection SICAV - Emerging Markets Allocation (USD) und  
UBS (Lux) Key Selection SICAV - Emerging Markets Income (USD)  
(gemeinsam als die "Aktionäre" bezeichnet)**

Der Verwaltungsrat von UBS (Lux) Key Selection SICAV, einer "Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV)", möchte Sie von der Entscheidung in Kenntnis setzen, den Subfonds UBS (Lux) Key Selection SICAV - Emerging Markets Allocation (USD) (der "übertragende Subfonds") am Mittwoch, dem 29. Juni 2016 (das "Datum des Inkrafttretens"), mit dem Subfonds UBS (Lux) Key Selection SICAV - Emerging Markets Income (USD) (der "übernehmende Subfonds") (beide gemeinsam als die "Subfonds" bezeichnet) zu verschmelzen (die "Verschmelzung").

Angesichts des in den letzten Monaten zu beobachtenden abnehmenden Interesses der Anleger an dem übertragenden Subfonds und des damit einhergehenden anhaltenden Rückgangs des Nettovermögens des Subfonds ist davon auszugehen, dass das Nettovermögen des übertragenden Subfonds weiter abnimmt und dieser entsprechend künftig nicht mehr effizient verwaltet werden kann. Deswegen und um das Fondsangebot der UBS (Lux) Key Selection SICAV zu straffen, ist es nach Ansicht des Verwaltungsrats der Gesellschaft im besten Interesse der Aktionäre, den übertragenden Subfonds gemäß Artikel 25.2 der Satzung der UBS (Lux) Key Selection SICAV mit dem übernehmenden Subfonds zu verschmelzen.

Mit dem Datum des Inkrafttretens haben die Aktien des übertragenden Subfonds, die mit dem übernehmenden Subfonds verschmolzen werden, in jeder Hinsicht dieselben Rechte wie die Aktien, die vom übernehmenden Subfonds ausgegeben werden.

Die Verschmelzung erfolgt auf der Grundlage des Nettoinventarwerts je Anteil zum Dienstag, 28. Juni 2016 (der "Stichtag"). Im Zusammenhang mit dieser Verschmelzung werden die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten des übertragenden Subfonds dem übernehmenden Subfonds zugerechnet. Die Zahl der dadurch auszugebenden neuen Aktien wird am Datum des Inkrafttretens auf Basis des Umtauschverhältnisses entsprechend dem Nettoinventarwert je Aktie des übertragenden Subfonds am Referenzdatum im Vergleich zu entweder (i) dem Erstausgabepreis der entsprechenden über-

nehmenden Aktienklasse des übernehmenden Subfonds - sofern diese Aktienklasse vor dem Referenzdatum noch nicht ausgegeben wurde - oder (ii) dem Nettoinventarwert je Aktie der übernehmenden Aktienklasse des übernehmenden Subfonds am Referenzdatum berechnet. Die Verschmelzung bringt für die Aktionäre folgende Änderungen mit sich:

	<b>UBS (Lux) Key Selection SICAV - Emerging Markets Allocation (USD)</b>	<b>UBS (Lux) Key Selection SICAV - Emerging Markets Income (USD)</b>
<b>Übertragende Aktienklassen</b>	P-acc (ISIN: LU0730958831) Q-acc (ISIN: LU1240792686) (CHF hedged) P-acc (ISIN: LU0730959052) (CHF hedged) Q-acc (ISIN: LU1240792413) (EUR hedged) P-acc (ISIN: LU0730959219) (EUR hedged) Q-acc (ISIN: LU1240792504) (EUR hedged) N-acc (ISIN: LU0815299903)	P-acc (ISIN: LU0878005551) Q-acc (ISIN: LU1240793221) (CHF hedged) P-acc (zu aktivieren) (CHF hedged) Q-acc (zu aktivieren)) (EUR hedged) P-acc (ISIN: LU0878006104) (EUR hedged) Q-acc (ISIN: LU0943632330) (EUR hedged) N-acc (zu aktivieren))
<b>Maximale pauschale Verwaltungsgebühr p. a.</b>	P-acc: 2,08 % (CHF hedged) P-acc: 2,08 % (CHF hedged) Q-acc: 1,12 % (EUR hedged) P-acc: 2,08 % (EUR hedged) Q-acc: 1,12 % (EUR hedged) N-acc: 2,75 %	P-acc: 2,08 % Q-acc: 1,12 % (CHF hedged) P-acc: 2,08 % (CHF hedged) Q-acc: 1,12 % (EUR hedged) P-acc: 2,08 % (EUR hedged) Q-acc: 1,12 % (EUR hedged) N-acc: 2,75 %
<b>Laufende Gebühren (gemäss den wesentlichen Anlegerinformationen, "KII")</b>	P-acc: 2,42 % (CHF hedged) P-acc: 2,42 % (CHF hedged) Q-acc: 1,38 % (EUR hedged) P-acc: 2,42 % (EUR hedged) Q-acc: 1,39 % (EUR hedged) N-acc: 3,10 %	P-acc: 2,30% Q-acc :1,38 % (CHF hedged) P-acc: 2,13 % (CHF hedged) Q-acc: 1,17 % (EUR hedged) P-acc: 2,30 % (EUR hedged) Q-acc: 1,35 % (EUR hedged) N-acc: 2,80 %
<b>Portfolioverwalter</b>	UBS Asset Management (UK) Ltd., London Anlageziel dieses Subfonds ist es, am Wachstumspotenzial von Emerging Markets zu partizipieren. Um dieses Ziel zu erreichen, investiert der Subfonds in Beteiligungspapiere und Forderungsrechte von Gesellschaften, die ihren Sitz in Emerging Markets haben oder die den überwiegen- den Anteil ihrer wirtschaftlichen Aktivi- tät in Emerging Markets ausüben, sowie in andere zulässige Anlagen mit Fokus auf Emerging Markets. Die Anlagen des Subfonds werden in der Währung getätigt, welche sich für die Wertentwicklung optimal eignet, und werden aktiv gegenüber der Rechnungswährung verwaltet.	UBS AG, UBS Asset Management, Basel und Zürich Ziel dieses Subfonds ist es, Investitionen in verschiedene Anlageklassen mit Fokus auf Emerging Markets so zu kombinieren, dass das Portfolio im Wesentlichen mittels Dividenden, Zinszahlungen sowie Zahlungsströmen aus derivativen Finanzinstrumenten einen hohen Ertrag erzielt. Um dieses Ziel zu erreichen, kann der Subfonds in die traditionelle Anlagekategorie in Emerging Markets ausüben, sowie lassen wie Aktien und Anleihen sowie im gesetzlich zulässigen Rahmen auch in nicht-traditionelle Anlageklassen, welche beispielsweise Immobilien, Infrastruktur oder Rohstoffe im Fokus haben, investieren. Um das Anlageziel sowie eine breite Diversifikation zu erreichen, kann der Subfonds bis zu 100 % seines Nettovermögens in OGAW bzw. 30 % in anderen OGA investieren Diese Anlagevariante und die damit verbundenen Kosten sind im Abschnitt "Anlagen in OGA und OGAW" beschrieben. Zur Erreichung des Anlageziels kann der Subfonds daneben in alle anderen gesetzlich zulässigen Instrumente, darunter auch in strukturierte Produkte, Zertifikate sowie in
<b>Anlagepolitik</b>	Um das Anlageziel sowie eine breite Diversifikation nach Anlageklassen, Märkten, Branchen, Emittenten, Ratings und Gesellschaften zu erreichen, kann der Subfonds bis zu 100 % seines Nettovermögens in OGA und OGAW investieren. Diese Anlagevariante und die damit verbundenen Kosten sind im Abschnitt "Anlagen in OGA und OGAW" beschrieben. Zur Erreichung des Anlage-	Um das Anlageziel sowie eine breite Diversifikation zu erreichen, kann der Subfonds bis zu 100 % seines Nettovermögens in OGAW bzw. 30 % in anderen OGA investieren Diese Anlagevariante und die damit verbundenen Kosten sind im Abschnitt "Anlagen in OGA und OGAW" beschrieben. Zur Erreichung des Anlageziels kann der Subfonds daneben in alle anderen gesetzlich zulässigen Instrumente, darunter auch in strukturierte Produkte, Zertifikate sowie in

ziels kann der Subfonds in alle gesetzlich derivative Finanzinstrumente, investie-  
zulässigen Instrumente, darunter auch in ren, welche zu Absicherungszwecken  
umfangreichem Ausmass in derivative und/oder zur Beteiligung an der erwar-  
Finanzinstrumente, investieren Spezi- teten Marktentwicklung genutzt werden  
fisch darf der Subfonds Futures, Swaps, können.

Non-Deliverable Forwards und Devi- Dies gilt auch für jene Teile des Fonds-  
sionoptionen kaufen oder verkaufen, um: vermögens, die ggf. an der Wertentwick-  
\* das Fremdwährungsrisiko von Anla- lung von Rohstoffindizes respektive von  
gen, die im Vermögen des Subfonds ent- Rohstoff-Subindizes partizipieren. Hier-  
halten sind, in Bezug auf die Referen- bei ist jederzeit sichergestellt, dass eine  
zwährung dieses Subfonds ganz oder physische Lieferung an den Subfonds  
teilweise abzusichern. Dies kann direkt ausgeschlossen ist. Diese Partizipation  
(Absicherung einer Währung gegen die erreicht der Portfolio Manager z. B.  
Referenzwährung) oder indirekt (Absi- durch Eingehen eines Tauschgeschäftes  
cherung der Währung gegen eine dritte (Swap) auf die Indizes respektive Sub-  
Währung, die dann gegen die Referen- indizes. Dabei ist der Subfonds Partei  
zwährung abgesichert wird) erfolgen. dieses Tauschgeschäftes und erhält die  
\* Währungspositionen gegen die Ab- Performance des Total-Return-("TR"-)  
rechnungswährung, andere frei konver- Rohstoffindizes abzüglich der im Index  
tierbare oder in der Benchmark enthal- verwendeten Cash Rate. Typischerweise  
tene Währungen aufzubauen. kann der Nominalwert ("Notional") des

Insbesondere dürfen bis zu 25 % des Swaps auf täglicher Basis angepasst  
Fondsvermögens via Partizipation an der werden (so z. B. bei Mittelzuflüssen  
Wertentwicklung von Rohstoffindizes durch Aktienzeichnungen, Mittelabflüs-  
respektive von Rohstoff-Subindizes sen durch Aktienrückgaben oder bei Ad-  
vestiert werden Hierbei ist jederzeit si- justierung der Anlagestrategie). Das aus  
chergestellt, dass eine physische Liefe- einem Swap resultierende Gegenpartei-  
rung an den Subfonds ausgeschlossen risiko ist der offene Gewinn oder Verlust  
ist. Diese Partizipation erreicht der Port- (nicht der Nennwert des Swap-Vertra-  
folio Manager z. B. durch Eingehen ei- ges). Um dieses Risiko möglichst gering  
nes Tauschgeschäftes (Swap) auf die und jederzeit im gesetzlich zulässigen  
Indizes respektive Subindizes. Dabei ist Rahmen zu halten, werden die offenen  
der Subfonds Partei dieses Tauschge- Gewinne oder Verluste typischerweise  
schäftes und erhält die Performance des monatlich bzw. in jedem Fall beim Er-  
Total-Return-("TR"-)Rohstoffindizes reichen der gesetzlich zulässigen Gegen-  
abzüglich der im Index verwendeten partei-Risikogrenzen beglichen (durch  
Cash Rate. Typischerweise kann der No- ein sogenanntes "Reset"). Sofern der  
minalwert ("Notional") des Swaps auf Subfonds in OGA und OGAW mit dem  
täglichlicher Basis angepasst werden (so z. Anlagefokus Rohstoffe - inklusive bör-  
B. bei Mittelzuflüssen durch Aktien- sengehandelter Investmentfonds (Ex-  
zeichnungen, Mittelabflüssen durch Ak- change Traded Funds, "ETF") - anlegt,  
tienrückgaben oder bei Adjustierung der gilt die Voraussetzung, dass diese ihrer-  
Anlagestrategie). Das aus einem Swap seits ausschliesslich in Rohstoffindizes  
resultierende Gegenparteiisiko ist der und Rohstoff-Subindizes investieren.  
offene Gewinn oder Verlust (nicht der Soweit der Subfonds an der Wertent-  
Nennwert des Swap-Vertrages). Um die- wicklung von Immobilien partizipiert,  
ses Risiko möglichst gering und jeder- erfolgt dies primär über Anlagen in An-  
zeit im gesetzlich zulässigen Rahmen zu teile, die von Immobilienaktiengesell-  
halten, werden die offenen Gewinne schaften (sogenannten "Real Estate In-  
oder Verluste typischerweise monatlich vestment Trusts", REITs) oder von  
bzw. in jedem Fall beim Erreichen der OGAW oder anderen OGA ausgegeben  
gesetzlich zulässigen Gegenpartei-Risi- werden, die ihrerseits direkt oder indi-  
kogrenzen beglichen (durch ein soge- rekt in Immobilien investieren.  
nanntes "Reset"). Daneben kann der Der Subfonds investiert hauptsächlich in  
Subfonds in börsengehandelte Invest- Anlagen mit Fokus auf Emerging Mar-  
mentfonds (Exchange Traded Funds, kets. Dies bedeutet, dass der Subfonds  
"ETF") auf Rohstoffindizes und Roh- spezifischen Risiken ausgesetzt ist, wel-  
stoff-Subindizes investieren, welche che in ihrem Ausmass grösser sein kön-  
rererseits in der Regel die vorgenannten nen als normalerweise bei Anlagen mit  
Swaps verwenden, um Rohstoff-Expo- internationaler Ausrichtung. Eine Über-  
sure zu erlangen Des Weiteren kann der sicht über generelle Risiken bei Anlagen  
Subfonds auch in OGA und OGAW mit mit Fokus auf Emerging Markets ist im

dem Anlagefokus Rohstoffe anlegen, unter der Voraussetzung, dass diese ihrerseits ausschliesslich via Partizipation an Rohstoffindizes und Rohstoff-Subindizes investieren.

Im Allgemeinen hat ein Portfolio mit Rohstoffanlagen üblicherweise eine höhere Volatilität als ein reines Aktienportfolio. Anleger sollten entsprechend beachten, dass sich der Subfonds für Anleger eignet, die eine mässige bis hohe Volatilität in Kauf zu nehmen bereit sind.

Abschnitt "Investitionen in Emerging Markets" beschrieben.

Der Subfonds investiert hauptsächlich in Anlagen mit Fokus auf Emerging Markets. Dies bedeutet, dass der Subfonds spezifischen Risiken ausgesetzt ist, welche in ihrem Ausmass grösser sein können als normalerweise bei Anlagen mit internationaler Ausrichtung. Eine Übersicht über generelle Risiken bei Anlagen mit Fokus auf Emerging Markets ist im Abschnitt "Investitionen in Emerging Markets" beschrieben.

**Methode zur Berechnung des Gesamtrisikos/erwartete Bandbreite des Hebels** 0-2

Relativer VaR-Ansatz/  
0-0,5

Da vor dem Datum des Inkrafttretens unter Umständen ein beträchtlicher Teil des Vermögens des übertragenden Subfonds verkauft und in liquide Mittel investiert wird, kann die Verschmelzung die Zusammensetzung des Portfolios des übertragenden Subfonds wesentlich beeinflussen. Etwaige Anpassungen des Portfolios werden vor dem Datum des Inkrafttretens vorgenommen. Wie jede andere Verschmelzung birgt auch die vorliegende Verschmelzung aufgrund der Neustrukturierung des Portfolios des übertragenden Subfonds ein potenzielles Risiko der Performanceverwässerung. Darüber hinaus bleiben die Merkmale der Subfonds wie Geschäftsjahr, Handelshäufigkeit, Referenzwährung, Risiko- und Ertragsprofil ("SRRI") und Cut-off-Zeitpunkt unverändert. Die maximale pauschale Verwaltungsgebühr des übernehmenden Subfonds entspricht der maximalen pauschalen Verwaltungsgebühr des übertragenden Subfonds. Die laufenden Gebühren des übernehmenden Subfonds können von den in der oben stehenden Tabelle dargestellten laufenden Gebühren des übertragenden Subfonds abweichen.

Die Rechts-, Beratungs- und Verwaltungskosten und -auslagen (mit Ausnahme eventueller Transaktionskosten für den übertragenden Subfonds) in Verbindung mit dieser Verschmelzung werden von der UBS AG getragen und haben weder Auswirkungen auf den übertragenden noch auf den übernehmenden Subfonds.

Für Aktionäre des übertragenden Subfonds und des übernehmenden Subfonds, die der Verschmelzung nicht zustimmen, ist die Rücknahme ihrer Aktien kostenlos bis zum Cut-off-Zeitpunkt um 13.00 Uhr MEZ am Dienstag, 21. Juni 2016 möglich. Der übertragende Subfonds wird anschliessend für Rücknahmen geschlossen. Ab sofort ist für den übertragenden Subfonds eine Abweichung von dessen Anlagepolitik zulässig, soweit dies für die Anpassung des zugehörigen Portfolios an die Anlagepolitik des übernehmenden Subfonds erforderlich ist. Die Verschmelzung tritt am Mittwoch, 29. Juni 2016 in Kraft und ist bindend für alle Aktionäre, die keine Rücknahme ihrer Aktien beantragt haben.

Aktien des übertragenden Subfonds wurden bis zum Freitag, 13. Mai 2016, Cut-off-Zeitpunkt 13.00 Uhr MEZ ausgegeben. Am Datum des Inkrafttretens der Verschmelzung werden die Aktionäre des übertragenden Subfonds in das Aktionärsregister des übernehmenden Subfonds eingetragen und sind darüber hinaus in der Lage, ihre Rechte als Aktionäre des übernehmenden Subfonds auszuüben, so z. B. das Recht, den Rückkauf, die Rücknahme oder den Umtausch von Aktien des übernehmenden Subfonds zu beantragen.

Ernst & Young S.A., 35E, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, wurde mit der Erstellung eines Berichts beauftragt, in dem die in Artikel 71 Absatz 1 Buchstabe a bis c Alternative 1 des luxemburgischen Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen (das "Gesetz von 2010") vorgesehenen Bedingungen zum Zwecke dieser Verschmelzung überprüft werden. Ein Exemplar dieses Berichts wird den Aktionären rechtzeitig vor der Verschmelzung auf Anfrage kostenlos zur Verfügung gestellt. Ferner wird Ernst & Young S.A. mit der Überprüfung des tatsächlichen Umtauschverhältnisses beauftragt, das am Tag der Berechnung des Umtauschverhältnisses festgelegt wird, so wie dies in Artikel 71 Absatz 1 Buchstabe c Alternative 2 des Gesetzes von 2010 vorgesehen ist. Ein Exemplar dieses Berichts wird den Aktionären auf Anfrage kostenlos zur Verfügung gestellt. Darüber hinaus wird den Aktionären des übertragenden Subfonds empfohlen, die KII für den übernehmenden Subfonds zu lesen, die online unter [www.ubs.com/funds](http://www.ubs.com/funds) verfügbar sind. Aktionäre, die weiterführende Informationen wünschen, können sich an die Gesellschaft wenden.

Darüber hinaus wird darauf hingewiesen, dass Anleger hinsichtlich ihrer Beteiligungen an Investmentfonds möglicherweise steuerpflichtig sind. Bei steuerlichen Fragen im Zusammenhang mit dieser Verschmelzung wenden Sie sich bitte an Ihren Steuerberater.

Luxemburg, 17. Mai 2016

*Die Gesellschaft*

Référence de publication: 2016108983/755/238.

---

**International Golf & Leisure S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9748 Eselborn, Mecherwee.

R.C.S. Luxembourg B 96.592.

L'an deux mille seize,

Le premier mars.

Par-devant Maître Martine WEINANDY, notaire de résidence à Clervaux (Grand-Duché de Luxembourg) agissant en remplacement de Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg), absent, lequel dernier restera dépositaire du présent acte.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme INTERNATIONAL GOLF & LEISURE S.A., avec siège social à L-9748 Eselborn, Mecherwee, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 96592.

Ladite société a été constituée suivant acte reçu par Maîtres Henri BECK et Camille MINES, alors notaires de résidence à Clervaux, en date du 9 janvier 1989, publié au Mémorial C Numéro 112 du 26 avril 1989.

Les statuts ont été modifiés par acte des mêmes notaires en date du 28 avril 1989, publié au Mémorial C no 261 du 19 septembre 1989 et suivant acte reçu par Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, en date du 9 avril 1990, publié au Mémorial C no 365 du 9 octobre 1990, puis suivant acte reçu par Maître Camille MINES, alors notaire de résidence à Clervaux, en date du 24 février 1995, publié au Mémorial C No 69 du 16 février 1995, et suivant assemblée générale sous seing privé du 4 mai 2001, publié au Mémorial C No 541 du 8 avril 2002 et en dernier lieu suivant réunion du conseil d'administration du 20 février 2002, publié au Mémorial C No 69 du 16 février 1995.

L'assemblée est présidée par Monsieur Pierre MICHELS, demeurant à L-9512 Wiltz, 59, route de Bastogne et qui désigne comme secrétaire Monsieur Jean-Paul SCHWARTZ, demeurant à L-7340 Steinsel, 21C, rue de la Libération

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Georges WEYER, demeurant à L-7233 Bereldange, 56, Cité Grand-Duc Jean.

Le bureau étant ainsi constitué, Monsieur le président constate que la présente assemblée est régulière en la forme, tous les actionnaires ayant été convoqués par le conseil d'administration suivant annonces insérées le 15 février 2016 et le 22 février 2016 dans la presse, ainsi qu'au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, conformément aux dispositions légales, et le quorum des actionnaires représentant plus de la moitié du capital étant présents ou représentés.

Monsieur le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour est conçu comme suit:

1) Annulation des actions qui n'ont pas été immobilisées dans le délai fixé par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et réduction consécutive du capital social à hauteur de cinquante-huit mille six cent deux euros soixante cent (58.602,60 EUR) correspondant à 1851 actions par remboursement aux actionnaires.

Suivant les dispositions légales, l'annulation des actions est opérée à un prix obtenu en divisant le montant des capitaux propres de la société tels qu'ils ressortent du dernier bilan de la société établi à une date qui ne peut être antérieure de plus de deux mois à la décision d'annulation, par le nombre d'actions émises par la société, ledit prix devant être diminué du montant des primes et réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer ainsi que des frais et commissions relatifs au présent acte.

Les fonds correspondant aux actions ainsi annulées seront déposés à la Caisse de consignation jusqu'à ce qu'une personne ayant pu valablement établir sa qualité d'actionnaire en demande la restitution.

2) Réduction corrélative du nombre des actions et constatation que le capital social s'élève au montant de deux millions quatre-vingt-treize mille cent treize euros et vingt cents (2.093.113,20 EUR), représenté par trente-deux mille huit cent soixante-neuf (32.869) actions sans valeur nominale.

3) Modification de la forme des actions composant le capital social qui prendront désormais la forme dématérialisée de façon à permettre leur inscription dans un compte d'émission de la société et leur inscription dans des compte-titres ouverts au nom de chaque titulaire respectif de compte, tenus auprès d'un seul organisme de liquidation ou d'un unique teneur de compte central, conformément à l'article 42 bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et dans les conditions fixées par la loi du 6 avril 2013 relative aux titres dématérialisés.

4) Modification subséquente de l'article cinq des statuts de la société suite aux changements à intervenir sub. 2), 3) et 4) dans le cadre du capital social, lequel article cinq aura désormais la teneur suivante:



**Art. 5.** Le capital social est fixé à deux millions quatre-vingt-treize mille cent treize euros et vingt cents (2.093.113,20 EUR) représenté par trente-deux mille huit cent soixante-neuf (32.869) actions dématérialisées sans valeur nominale, enregistrées dans un compte d'émission de la société et inscrites dans des compte-titres ouverts au nom de chaque titulaire respectif de compte, tenus auprès d'un seul organisme de liquidation ou d'un unique teneur de compte central, conformément à l'article 42 bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et dans les conditions fixées par la loi du 6 avril 2013 relative aux titres dématérialisés.

Il appartiendra au conseil d'administration de désigner l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central auprès duquel seront inscrites les actions dématérialisées et de procéder aux formalités de publication afférentes légalement requises.

Les actions dématérialisées ne sont représentées que par une inscription en compte-titres.

L'organisme de liquidation ou le teneur de compte central peut néanmoins établir ou faire établir par la société des certificats relatifs aux actions dématérialisées pour les besoins de la circulation internationale des titres.

Toute cession portant sur les actions s'opérera par virement de compte-titres à compte-titres.

La procédure de conversion pour les actions au porteur conservées auprès du dépositaire nommé en application de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur consistera dans le transfert par ce dépositaire de toutes les actions concernées à l'organisme désigné, chacun procédant à l'inscription du transfert ainsi réalisé, dans le registre des actions au porteur tenu par le dépositaire, respectivement sur les comptes d'émission et les comptes-titres ouverts auprès de l'organisme choisi.

Il sera mis fin au mandat du dépositaire des actions au porteur dans les conditions prévues par la loi. Une fois les actions au porteur converties, les titres au porteur précédemment représentatifs de ces actions seront détruits par l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central sur base d'une convention écrite.

5) Fixation du montant du capital autorisé à QUATRE MILLIONS TROIS CENT CINQ MILLE EUROS (EUR 4.305.000), représenté par trente-cinq mille (35.000) actions dématérialisées sans valeur nominale. Autorisation à accorder pour cinq ans au conseil d'administration, à dater de la publication des modifications statutaires, d'augmenter le capital social dans les limites du capital autorisé, dans les conditions fixées à l'article 6 des statuts et en application de l'article 32 (5) de la loi modifiée sur les sociétés commerciales. Autorisation au conseil d'administration de supprimer ou de limiter le droit de préférence des anciens actionnaires lors d'une augmentation du capital réalisée dans les limites du capital autorisé. Suppression de la possibilité de coter en bourse les actions de la société. Modification subséquente de l'article six des statuts de la société comme suit:

**Art. 6.** Le capital autorisé est fixe à QUATRE MILLIONS TROIS CENT CINQ MILLE EUROS (EUR 4.305.000.-), représenté par trente-cinq mille (35.000) actions dématérialisées sans valeur nominale.

Le conseil d'administration est autorisé à rendre effective toute augmentation de capital réalisée dans les limites du capital autorisé par une émission en une ou plusieurs tranches, et à déterminer l'endroit et la (les) date(s) d'émission ainsi que les conditions de l'augmentation de capital qui pourra se faire par des apports en numéraire des anciens actionnaires ou au moyen de souscriptions.

Les actions nouvelles pourront être souscrites et émises avec ou sans prime d'émission.

Le conseil d'administration est autorisé à supprimer ou à limiter le droit de préférence des anciens actionnaires lors d'une augmentation du capital réalisée dans les limites du capital autorisé.

Cette autorisation n'est valable que pour cinq ans à dater de la publication de la modification des statuts y afférente.

6) Suppression de l'alinéa deux de l'article huit des statuts qui sera en conséquence rédigé comme suit:

**Art. 8.** Les actions nouvelles bénéficieront des mêmes droits de vote et elles participeront aux distributions de bénéfices au même titre que les actions anciennes.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires d'un titre, la société peut suspendre l'exercice des droits y afférent jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant, à son égard, propriétaire du titre.

7) Adaptation de l'alinéa deux de l'article treize des statuts comme suit:

**Art. 13. Alinéa 2.** La signature d'un seul administrateur sera cependant suffisante pour représenter la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

8) Modification de l'article seize des statuts comme suit:

**Art. 16.** L'assemblée générale ordinaire se réunira le premier vendredi du mois de mai à 16.00 heures au siège social. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le vendredi qui suit.

Les autres assemblées des actionnaires se tiendront aux dates et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorums et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Tout actionnaire pourra prendre part à l'assemblée personnellement ou en désignant un autre actionnaire comme son mandataire par lettre, télécopie ou document comportant une signature électronique au sens de l'article 1322-1 du code Civil.

Les actionnaires, en tant que porteurs d'actions dématérialisées, ne pourront accéder à l'assemblée générale et exercer leurs droits que s'ils détiennent lesdites actions dématérialisées au plus tard le quatorzième jour précédant l'assemblée à vingt-quatre heures, heure de Luxembourg.

Dans la mesure où il n'est pas autrement disposé par la loi, les décisions de l'assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et représentés. Tout actionnaire peut prendre part aux délibérations avec un nombre de voix égal aux actions qu'il possède.

Les comptes annuels, le rapport de gestion, l'attestation du ou des commissaires ou du ou des réviseurs d'entreprises ainsi que tous autres documents légalement requis doivent être à la disposition des actionnaires au siège social quinze jours avant l'assemblée générale annuelle.

II. Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste après avoir été signée par les comparants et signée "ne varietur" par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

III. Il résulte de cette liste de présence que dix-huit (18) actionnaires, représentant vingt-huit mille quatre cent quatre (28.404) actions, sont présents ou représentés à l'assemblée. Dès lors, le quorum d'au moins la moitié du capital social étant atteint, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. Après délibération l'assemblée prend à l'unanimité des voix exprimées les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

En application des dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, les actions qui n'ont pas été immobilisées à la date du 18 février 2016 doivent être annulées et il doit être procédé à une réduction du capital social d'un montant correspondant.

Suivant les dispositions légales, l'annulation des actions est opérée à un prix obtenu en divisant le montant des capitaux propres de la société tels qu'ils ressortent du dernier bilan de la société établi à une date qui ne peut être antérieure de plus de deux mois à la décision d'annulation, par le nombre d'actions émises par la société, ledit prix devant être diminué du montant des primes et réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer ainsi que des frais et commissions relatifs au présent acte.

Les fonds correspondant aux actions ainsi annulées seront déposés à la Caisse de consignation jusqu'à ce qu'une personne ayant pu valablement établir sa qualité d'actionnaire en demande la restitution.

Il est en conséquence procédé à l'annulation de mille huit cent cinquante et une (1.851) actions ainsi qu'à une réduction du capital social, à hauteur de cinquante-huit mille six cent deux euros soixante cents (58.602,00 EUR) par remboursement aux actionnaires dans les conditions légales précédemment énumérées.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide de la réduction du nombre des actions représentative du capital social pour le porter à trente-deux mille huit cent soixante-neuf (32.869) actions et constate que le capital social s'élève au montant de deux millions quatre-vingt-treize mille cent treize euros vingt cents (2.093.113,20 EUR), représenté par trente-deux mille huit cent soixante-neuf (32.869) actions sans valeur nominale.

#### *Troisième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier la forme des actions composant le capital social pour leur donner la forme dématérialisée de façon à permettre leur inscription dans un compte d'émission de la société et leur inscription dans des compte-titres ouverts au nom de chaque titulaire respectif de compte, tenus auprès d'un seul organisme de liquidation ou d'un unique teneur de compte central, conformément à l'article 42 bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et dans les conditions fixées par la loi du 6 avril 2013 relative aux titres dématérialisés.

#### *Quatrième résolution*

Suite aux changements dans le cadre du capital social intervenus dans les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article cinq des statuts de la société qui aura désormais la teneur suivante:

**Art. 5.** Le capital social est fixé à deux millions quatre-vingt-treize mille cent treize euros vingt cents (2.093.113,20 EUR) représenté par trente-deux mille huit cent soixante-neuf (32.869) actions dématérialisées sans valeur nominale, enregistrées dans un compte d'émission de la société et inscrites dans des compte-titres ouverts au nom de chaque titulaire respectif de compte, tenus auprès d'un seul organisme de liquidation ou d'un unique teneur de compte central, conformément à l'article 42 bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et dans les conditions fixées par la loi du 6 avril 2013 relative aux titres dématérialisés.

Il appartiendra au conseil d'administration de désigner l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central auprès duquel seront inscrites les actions dématérialisées et de procéder aux formalités de publication afférentes légalement requises.

Les actions dématérialisées ne sont représentées que par une inscription en compte-titres.

L'organisme de liquidation ou le teneur de compte central peut néanmoins établir ou faire établir par la société des certificats relatifs aux actions dématérialisées pour les besoins de la circulation internationale des titres.

Toute cession portant sur les actions s'opérera par virement de compte-titres à compte-titres.

La procédure de conversion pour les actions au porteur conservées auprès du dépositaire nommé en application de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur consistera dans le transfert par ce dépositaire de toutes les actions concernées à l'organisme désigné, chacun procédant à l'inscription du transfert ainsi réalisé, dans le registre des actions au porteur tenu par le dépositaire, respectivement sur les comptes d'émission et les comptes-titres ouverts auprès de l'organisme choisi.

Il sera mis fin au mandat du dépositaire des actions au porteur dans les conditions prévues par la loi. Une fois les actions au porteur converties, les titres au porteur précédemment représentatifs de ces actions seront détruits par l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central sur base d'une convention écrite.

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée générale décide de fixer le montant du capital autorisé à QUATRE MILLIONS TROIS CENT CINQ MILLE EUROS (EUR 4.305.000.-), représenté par trente-cinq mille (35.000) actions dématérialisées sans valeur nominale. L'assemblée générale accorde pour cinq ans, à dater de la publication des modifications statutaires, l'autorisation au conseil d'administration d'augmenter le capital social dans les limites du capital autorisé par l'émission d'actions nouvelles en une ou plusieurs tranches.

Le conseil d'administration est autorisé à supprimer ou à limiter le droit de préférence des anciens actionnaires lors d'une augmentation du capital réalisée dans les limites du capital autorisé.

La possibilité de coter en bourse les actions de la société est supprimée.

L'assemblée générale décide en conséquence de modifier l'article six des statuts de la société comme suit:

**Art. 6.** Le capital autorisé est fixe à QUATRE MILLIONS TROIS CENT CINQ MILLE EUROS (EUR 4.305.000.-), représenté par trente-cinq mille (35.000) actions dématérialisées sans valeur nominale.

Le conseil d'administration est autorisé à rendre effective toute augmentation de capital réalisée dans les limites du capital autorisé par une émission en une ou plusieurs tranches, et à déterminer l'endroit et la (les) date(s) d'émission ainsi que les conditions de l'augmentation de capital qui pourra se faire par des apports en numéraire des anciens actionnaires ou au moyen de souscriptions.

Les actions nouvelles pourront être souscrites et émises avec ou sans prime d'émission.

Le conseil d'administration est autorisé à supprimer ou à limiter le droit de préférence des anciens actionnaires lors d'une augmentation du capital réalisée dans les limites du capital autorisé.

Cette autorisation n'est valable que pour cinq ans à dater de la publication de la modification des statuts y afférente.

#### *Sixième résolution*

L'assemblée générale décide de supprimer l'alinéa deux de l'article huit des statuts qui sera en conséquence rédigé comme suit:

**Art. 8.** Les actions nouvelles bénéficieront des mêmes droits de vote et elles participeront aux distributions de bénéfices au même titre que les actions anciennes.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires d'un titre, la société peut suspendre l'exercice des droits y afférent jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant, à son égard, propriétaire du titre.

#### *Septième résolution*

L'assemblée générale décide d'adapter l'alinéa deux de l'article treize des statuts qui sera désormais rédigé comme suit:

**Art. 13. Alinéa 2.** La signature d'un seul administrateur sera cependant suffisante pour représenter la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

#### *Huitième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier l'article seize comme suit:

**Art. 16.** L'assemblée générale ordinaire se réunira le premier vendredi du mois de mai à 16.00 heures au siège social. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le vendredi qui suit.

Les autres assemblées des actionnaires se tiendront aux dates et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorums et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Tout actionnaire pourra prendre part à l'assemblée personnellement ou en désignant un autre actionnaire comme son mandataire par lettre, télécopie ou document comportant une signature électronique au sens de l'article 1322-1 du code Civil.

Les actionnaires, en tant que porteurs d'actions dématérialisées, ne pourront accéder à l'assemblée générale et exercer leurs droits que s'ils détiennent lesdites actions dématérialisées au plus tard le quatorzième jour précédant l'assemblée à vingt-quatre heures, heure de Luxembourg.

Dans la mesure où il n'est pas autrement disposé par la loi, les décisions de l'assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et représentés. Tout actionnaire peut prendre part aux délibérations avec un nombre de voix égal aux actions qu'il possède.

Les comptes annuels, le rapport de gestion, l'attestation du ou des commissaires ou du ou des réviseurs d'entreprises ainsi que tous autres documents légalement requis doivent être à la disposition des actionnaires au siège social quinze jours avant l'assemblée générale annuelle.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, Monsieur le Président lève la séance.

Dont procès-verbal, fait et passé à Eselborn, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants de tout ce qui précède, ces derniers, tous connus du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: P. MICHELS, J.- P. SCHWARZ, G. WEYRER, Martine WEINANDY.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 09 mars 2016. Relation: GAC/2016/1863. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur* (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 14 mars 2016.

Référence de publication: 2016079472/235.

(160045054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

**HBC Luxembourg Frankfurt Hauptwache Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. HBC Luxembourg German Property Holding V Company S.à r.l.)**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 200.576.

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-fifth day of January, before Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg,

are taken resolutions of the sole shareholder of HBC Luxembourg German Property Holding V Company S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 200576 (the Company). The company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 23 September 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°3255 on 2 December 2015.

THERE APPEARS:

HBC Luxembourg German Holding Company II S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 203029 (the Sole Shareholder),

represented by Allen & Overy, société en commandite simple, registered on list V of the Luxembourg bar, by virtue of a power of attorney given under private seal, itself represented by Aisling Murphy, lawyer, with a professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Said proxy, after having been initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, requests the undersigned notary to record that:

I. the Sole Shareholder represents all of the issued and subscribed share capital of the Company, which is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro), represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each and waives, to the extent necessary, any convening notice;

II. the Sole Shareholder exercises the powers of the general meeting of the shareholders of the Company in accordance with article 200-2 of the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended;

III. the Sole Shareholder has been called in order to resolve on the following items:

(1) Change of the corporate name of the Company from its current name, i.e. "HBC Luxembourg German Property Holding V Company S.à r.l.", to "HBC Luxembourg Frankfurt Hauptwache Holding S.à r.l.";

(2) Subsequent amendment of article 1 of the articles of association of the Company in order to reflect the change mentioned under item (1) above;

(3) Granting of authority in relation to item (1) above;

(4) Amendment of article 8 of the articles of association of the Company; and

(5) Miscellaneous.

IV. the Sole Shareholder takes the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to change the corporate name of the Company from its current name, i.e. “HBC Luxembourg German Property Holding V Company S.à r.l.”, to “HBC Luxembourg Frankfurt Hauptwache Holding S.à r.l.”.

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article 1 of the Articles in order to reflect the change of the corporate name of the Company, so that it shall henceforth read as follows:

“**Art. 1 Name.** The name of the company is “HBC Luxembourg Frankfurt Hauptwache Holding S.à r.l.”. The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).”.

*Third resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article 8 of the Articles as follows:

(a) Amendment and restatement of article 8.2(vi) of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

“(vi) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are physically present or validly represented at the Board meeting.”

(b) Amendment and restatement of article 8.2(viii) of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

“(viii) In the case it is impossible for a manager to physically attend a Board meeting in Luxembourg, such manager may be represented at the meeting through proxy by another manager, regardless of the class of the relevant managers. Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. If telephone calls or video conference calls are needed, they should be initiated from Luxembourg. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.”

*Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above change and hereby empowers and authorises any manager (gérant) of the Company or any lawyer or employee of Allen & Overy, société en commandite simple, to, each one of them acting individually, with full power of substitution under his/her sole signature, proceed in the name and on behalf of the Company, to the registration in the register of shareholders of the Company (including, for the avoidance of doubt, the signature of the said register) of the changes mentioned under the resolutions above.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; at the request of the same appearing party, it is stated that, in case of any discrepancy between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The notarial deed having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L’an deux mille seize, le vingt-cinquième jour du mois de janvier, devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché du Luxembourg,

sont passées les résolutions de l’associé unique de HBC Luxembourg German Property Holding V Company S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social situé 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et enregistré au registre de commerce et de sociétés du Luxembourg sous le numéro B 200576 (la Société). La Société a été constituée le 23 septembre 2015 par un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire résidant au Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, lequel acte a été publié au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3255 du 2 décembre 2015.

A COMPARU:

HBC Luxembourg German Holding Company II S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social situé 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et enregistré au registre de commerce et de sociétés du Luxembourg sous le numéro B 203029 (l'Associé Unique),

représenté par Allen & Overy, société en commandite simple, société d'avocats inscrite à la liste V du barreau de Luxembourg, au moyen d'une procuration donnée sous seing privé, elle-même représentée par Aisling Murphy, juriste, résidant professionnellement à Luxembourg.

Ladite procuration, après avoir été initialisée ne variatur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte afin de subir, avec lui, les formalités d'enregistrement auprès des autorités compétentes.

L'Associé Unique, tel que représenté ci-dessus, requiert le notaire d'enregistrer que:

I. l'Associé Unique représente l'intégralité du capital social de Société, qui est de 12.500 EUR (douze mille cinq cents euros), représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune et renonce, pour autant que nécessaire, aux formalités de convocation;

II. l'Associé Unique exerce les pouvoirs de l'assemblée générale des associés de la Société conformément à l'article 200-2 de la loi du Luxembourg datée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée;

III. l'Associé Unique a été convoqué pour prendre des décisions sur les points suivants:

(1) Changement de la dénomination sociale de la Société de sa dénomination actuelle de «HBC Luxembourg German Property Holding V Company S.à r.l.» en la dénomination «HBC Luxembourg Frankfurt Hauptwache Holding S.à r.l.»;

(2) Modification consécutive de l'article 1 des statuts de la Société afin de refléter le changement mentionné au point (1) ci-dessus;

(3) Pouvoir donné en relation le point (1) ci-dessus;

(4) Modification de l'article 8 des Statuts de la société; et

(5) Divers.

IV. L'Associé Unique prend les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Associé Unique décide de changer la dénomination sociale actuelle de la Société de «HBC Luxembourg German Property Holding V Company S.à r.l.» en la dénomination «HBC Luxembourg Frankfurt Hauptwache Holding S.à r.l.».

#### *Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide de changer l'article 1 des Statuts afin de refléter le changement de la dénomination sociale de la Société, de telle sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Le nom de la société est "HBC Luxembourg Frankfurt Hauptwache Holding S.à r.l.". La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).»

#### *Troisième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier l'article 8 des Statuts:

a) Modifier et reformuler l'article 8.2(vi) des Statuts comme suit:

«(vi) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si une majorité de ses membres est présente physiquement ou valablement représentée à la réunion du Conseil.»

b) Modifier et reformuler l'article 8.2(viii) des Statuts comme suit:

«(viii) Dans le cas où un gérant est dans l'incapacité de participer physiquement à une réunion du Conseil à Luxembourg, ce gérant peut être représenté à la réunion par procuration donnée à un autre gérant, indépendamment de la classe du gérant. Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou vidéo conférence, ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. Si des appels téléphoniques ou des vidéo conférences sont nécessaires, ils doivent être initiés à partir de Luxembourg La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.»

#### *Quatrième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier le registre d'associés de la Société à l'effet de refléter les changements ci-dessus et donne pouvoir et autorise tout gérant de la Société ou tout avocat ou employé d'Allen & Overy, société en commandite simple, à l'effet de procéder, individuellement, avec tous pouvoirs de substitution sous leur seule signature, au nom et pour le compte de la Société, à l'enregistrement des changements ci-dessus dans le registre des actions de la Société (y compris, pour éviter tout doute, la signature dudit registre).

Le notaire instrumentaire qui comprend et parle anglais, déclare que la partie comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française; à la requête du mandataire de la partie comparante, en cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, le mandataire de la partie comparante a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: Murphy, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 01 février 2016. Relation: EAC/2016/2849. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Santioni A.*

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016073458/150.

(160037901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

**Km services Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1220 Luxembourg, 2, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 130.201.

—  
EXTRAIT

Il résulte d'un acte de constitution signé par devant Me Cosita DELVAUX en date du 16 décembre 2015, que les 100 parts sociales de la Société ont été apportées dans le capital social de:

KM Group and development

Société à responsabilité limitée

6, route de Luxembourg

L-7759 Roost

RCS Luxembourg B 202710

Par conséquent, la société susmentionnée KM Group and development, devient «associé unique» de la Société

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 01/03/2016.

Pour extrait conforme

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2016073514/20.

(160037555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

**HBC Luxembourg Kaufhof Ingolstadt S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. HBC Luxembourg German Property Holding VI Company S.à r.l.).**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 200.594.

—  
In the year two thousand and sixteen, on the twenty-fifth day of January, before Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg,

are taken resolutions of the sole shareholder of HBC Luxembourg German Property Holding VI Company S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 200594 (the Company). The company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 23 September 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°3250 on 2 December 2015.

THERE APPEARS:

HBC Luxembourg German Holding Company II S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 203029 (the Sole Shareholder),

represented by Allen & Overy, société en commandite simple, registered on list V of the Luxembourg bar, by virtue of a power of attorney given under private seal, itself represented by Aisling Murphy, lawyer, with a professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Said proxy, after having been initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, requests the undersigned notary to record that:

I. the Sole Shareholder represents all of the issued and subscribed share capital of the Company, which is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro), represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each and waives, to the extent necessary, any convening notice;

II. the Sole Shareholder exercises the powers of the general meeting of the shareholders of the Company in accordance with article 200-2 of the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended;

III. the Sole Shareholder has been called in order to resolve on the following items:

(1) Change of the corporate name of the Company from its current name, i.e. “HBC Luxembourg German Property Holding VI Company S.à r.l.”, to “HBC Luxembourg Kaufhof Ingolstadt S.à r.l.”;

(2) Subsequent amendment of article 1 of the articles of association of the Company in order to reflect the change mentioned under item (1) above;

(3) Granting of authority in relation to item (1) above;

(4) Amendment of article 8 of the articles of association of the Company; and

(5) Miscellaneous.

IV. the Sole Shareholder takes the following resolutions:

#### *First resolution*

The Sole Shareholder resolves to change the corporate name of the Company from its current name, i.e. “HBC Luxembourg German Property Holding VI Company S.à r.l.”, to “HBC Luxembourg Kaufhof Ingolstadt S.à r.l.”.

#### *Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article 1 of the Articles in order to reflect the change of the corporate name of the Company, so that it shall henceforth read as follows:

“ **Art. 1. Name.** The name of the company is “HBC Luxembourg Kaufhof Ingolstadt S.à r.l.” The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).”.

#### *Third resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article 8 of the Articles as follows:

(a) Amendment and restatement of article 8.2(vi) of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

“(vi) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are physically present or validly represented at the Board meeting.”

(b) Amendment and restatement of article 8.2(viii) of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

“(viii) In the case it is impossible for a manager to physically attend a Board meeting in Luxembourg, such manager may be represented at the meeting through proxy by another manager, regardless of the class of the relevant managers. Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. If telephone calls or video conference calls are needed, they should be initiated from Luxembourg. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.”

#### *Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above change and hereby empowers and authorises any manager (gérant) of the Company or any lawyer or employee of Allen & Overy, société en commandite simple, to, each one of them acting individually, with full power of substitution under his/her sole signature, proceed in the name and on behalf of the Company, to the registration in the register of shareholders of the Company (including, for the avoidance of doubt, the signature of the said register) of the changes mentioned under the resolutions above.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; at the request of the same appearing party, it is stated that, in case of any discrepancy between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The notarial deed having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L’an deux mille seize, le vingt-cinquième jour du mois de janvier, devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pérange, Grand-Duché du Luxembourg,



sont passées les résolutions de l'associé unique de HBC Luxembourg German Property Holding VI Company S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social situé 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et enregistré au registre de commerce et de sociétés du Luxembourg sous le numéro B 200594 (la Société). La Société a été constituée le 23 septembre 2015 par un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire résidant au Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, lequel acte a été publié au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3520 du 2 décembre 2015.

#### A COMPARU:

HBC Luxembourg German Holding Company II S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social situé 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et enregistré au registre de commerce et de sociétés du Luxembourg sous le numéro B 203029 (l'Associé Unique),

représenté par Allen & Overy, société en commandite simple, société d'avocats inscrite à la liste V du barreau de Luxembourg, au moyen d'une procuration donnée sous seing privé, elle-même représentée par Aisling Murphy, juriste, résidant professionnellement à Luxembourg.

Ladite procuration, après avoir été initialisée ne variatur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte afin de subir, avec lui, les formalités d'enregistrement auprès des autorités compétentes.

L'Associé Unique, tel que représenté ci-dessus, requiert le notaire d'enregistrer que:

I. l'Associé Unique représente l'intégralité du capital social de Société, qui est de 12.500 EUR (douze mille cinq cents euros), représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune et renonce, pour autant que nécessaire, aux formalités de convocation;

II. l'Associé Unique exerce les pouvoirs de l'assemblée générale des associés de la Société conformément à l'article 200-2 de la loi du Luxembourg datée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée;

III. l'Associé Unique a été convoqué pour prendre des décisions sur les points suivants:

(1) Changement de la dénomination sociale de la Société de sa dénomination actuelle de «HBC Luxembourg German Property Holding VI Company S.à r.l.» en la dénomination «HBC Luxembourg Kaufhof Ingolstadt S.à r.l.»;

(2) Modification consécutive de l'article 1 des statuts de la Société afin de refléter le changement mentionné au point (1) ci-dessus;

(3) Pouvoir donné en relation le point (1) ci-dessus;

(4) Modification de l'article 8 des Statuts de la société; et

(5) Divers.

IV. L'Associé Unique prend les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Associé Unique décide de changer la dénomination sociale actuelle de la Société de «HBC Luxembourg German Property Holding VI Company S.à r.l.» en la dénomination «HBC Luxembourg Kaufhof Ingolstadt S.à r.l.» .

#### *Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide de changer l'article 1 des Statuts afin de refléter le changement de la dénomination sociale de la Société, de telle sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Le nom de la société est "HBC Luxembourg Kaufhof Ingolstadt S.à r.l.". La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).»

#### *Troisième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier l'article 8 des Statuts:

a) Modifier et reformuler l'article 8.2(vi) des Statuts comme suit:

«(vi) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si une majorité de ses membres est présente physiquement ou valablement représentée à la réunion du Conseil.»

b) Modifier et reformuler l'article 8.2(viii) des Statuts comme suit:

«(viii) Dans le cas où un gérant est dans l'incapacité de participer physiquement à une réunion du Conseil à Luxembourg, ce gérant peut être représenté à la réunion par procuration donnée à un autre gérant, indépendamment de la classe du gérant. Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou vidéo conférence, ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. Si des appels téléphoniques ou des vidéo conférences sont nécessaires, ils doivent être initiés à partir de Luxembourg. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.»

*Quatrième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier le registre d'associés de la Société à l'effet de refléter les changements ci-dessus et donne pouvoir et autorise tout gérant de la Société ou tout avocat ou employé d'Allen & Overy, société en commandite simple, à l'effet de procéder, individuellement, avec tous pouvoirs de substitution sous leur seule signature, au nom et pour le compte de la Société, à l'enregistrement des changements ci-dessus dans le registre des actions de la Société (y compris, pour éviter tout doute, la signature dudit registre).

Le notaire instrumentaire qui comprend et parle anglais, déclare que la partie comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française; à la requête du mandataire de la partie comparante, en cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, le mandataire de la partie comparante a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: Murphy, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 01 février 2016. Relation: EAC/2016/2867. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Santioni A.*

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016073459/150.

(160037996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

**HBC Luxembourg Stuttgart Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. HBC Luxembourg German Property Holding VII Company S.à r.l.)**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 200.584.

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-fifth day of January, before Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg,

are taken resolutions of the sole shareholder of HBC Luxembourg German Property Holding VII Company S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 200584 (the Company). The company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 23 September 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°3250 on 2 December 2015.

**THERE APPEARS:**

HBC Luxembourg German Holding Company II S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 203029 (the Sole Shareholder),

represented by Allen & Overy, société en commandite simple, registered on list V of the Luxembourg bar, by virtue of a power of attorney given under private seal, itself represented by Aisling Murphy, lawyer, with a professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Said proxy, after having been initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, requests the undersigned notary to record that:

I. the Sole Shareholder represents all of the issued and subscribed share capital of the Company, which is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro), represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each and waives, to the extent necessary, any convening notice;

II. the Sole Shareholder exercises the powers of the general meeting of the shareholders of the Company in accordance with article 200-2 of the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended;

III. the Sole Shareholder has been called in order to resolve on the following items:

(1) Change of the corporate name of the Company from its current name, i.e. "HBC Luxembourg German Property Holding VII Company S.à r.l.", to "HBC Luxembourg Stuttgart Holding S.à r.l.";

(2) Subsequent amendment of article 1 of the articles of association of the Company in order to reflect the change mentioned under item (1) above;

(3) Granting of authority in relation to item (1) above;

(4) Amendment of article 8 of the articles of association of the Company; and

(5) Miscellaneous.

IV. the Sole Shareholder takes the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to change the corporate name of the Company from its current name, i.e. “HBC Luxembourg German Property Holding VII Company S.à r.l.”, to “HBC Luxembourg Stuttgart Holding S.à r.l.”.

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article 1 of the Articles in order to reflect the change of the corporate name of the Company, so that it shall henceforth read as follows:

“**Art. 1 Name.** The name of the company is “HBC Luxembourg Stuttgart Holding S.à r.l.”. The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles)”.

*Third resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article 8 of the Articles as follows:

(a) Amendment and restatement of article 8.2(vi) of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

“(vi) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are physically present or validly represented at the Board meeting.”

(b) Amendment and restatement of article 8.2(viii) of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

“(viii) In the case it is impossible for a manager to physically attend a Board meeting in Luxembourg, such manager may be represented at the meeting through proxy by another manager, regardless of the class of the relevant managers. Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. If telephone calls or video conference calls are needed, they should be initiated from Luxembourg. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.”

*Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above change and hereby empowers and authorises any manager (gérant) of the Company or any lawyer or employee of Allen & Overy, société en commandite simple, to, each one of them acting individually, with full power of substitution under his/her sole signature, proceed in the name and on behalf of the Company, to the registration in the register of shareholders of the Company (including, for the avoidance of doubt, the signature of the said register) of the changes mentioned under the resolutions above.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; at the request of the same appearing party, it is stated that, in case of any discrepancy between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The notarial deed having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L’an deux mille seize, le vingt-cinquième jour du mois de janvier, devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché du Luxembourg,

sont passées les résolutions de l’associé unique de HBC Luxembourg German Property Holding VII Company S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social situé 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et enregistré au registre de commerce et de sociétés du Luxembourg sous le numéro B 200584 (la Société). La Société a été constituée le 23 septembre 2015 par un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire résidant au Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, lequel acte a été publié au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3250 du 2 décembre 2015.

**A COMPARU:**

HBC Luxembourg German Holding Company II S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social situé 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et enregistré au registre de commerce et de sociétés du Luxembourg sous le numéro B 203029 (l’Associé Unique),

représenté par Allen & Overy, société en commandite simple, société d'avocats inscrite à la liste V du barreau de Luxembourg, au moyen d'une procuration donnée sous seing privé, elle-même représentée par Aisling Murphy, juriste, résidant professionnellement à Luxembourg.

Ladite procuration, après avoir été initialisée ne variatur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte afin de subir, avec lui, les formalités d'enregistrement auprès des autorités compétentes.

L'Associé Unique, tel que représenté ci-dessus, requiert le notaire d'enregistrer que:

I. l'Associé Unique représente l'intégralité du capital social de Société, qui est de 12.500 EUR (douze mille cinq cents euros), représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune et renonce, pour autant que nécessaire, aux formalités de convocation;

II. l'Associé Unique exerce les pouvoirs de l'assemblée générale des associés de la Société conformément à l'article 200-2 de la loi du Luxembourg datée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée;

III. l'Associé Unique a été convoqué pour prendre des décisions sur les points suivants:

(1) Changement de la dénomination sociale de la Société de sa dénomination actuelle de «HBC Luxembourg German Property Holding VII Company S.à r.l.» en la dénomination «HBC Luxembourg Stuttgart Holding S.à r.l.»;

(2) Modification consécutive de l'article 1 des statuts de la Société afin de refléter le changement mentionné au point (1) ci-dessus;

(3) Pouvoir donné en relation le point (1) ci-dessus;

(4) Modification de l'article 8 des Statuts de la société; et

(5) Divers.

IV. L'Associé Unique prend les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Associé Unique décide de changer la dénomination sociale actuelle de la Société de «HBC Luxembourg German Property Holding VII Company S.à r.l.» en la dénomination «HBC Luxembourg Stuttgart Holding S.à r.l.» .

#### *Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide de changer l'article 1 des Statuts afin de refléter le changement de la dénomination sociale de la Société, de telle sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Le nom de la société est "HBC Luxembourg Stuttgart Holding S.à r.l.". La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).»

#### *Troisième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier l'article 8 des Statuts:

a) Modifier et reformuler l'article 8.2(vi) des Statuts comme suit:

«(vi) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si une majorité de ses membres est présente physiquement ou valablement représentée à la réunion du Conseil.»

b) Modifier et reformuler l'article 8.2(viii) des Statuts comme suit:

«(viii) Dans le cas où un gérant est dans l'incapacité de participer physiquement à une réunion du Conseil à Luxembourg, ce gérant peut être représenté à la réunion par procuration donnée à un autre gérant, indépendamment de la classe du gérant. Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou vidéo conférence, ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. Si des appels téléphoniques ou des vidéo conférences sont nécessaires, ils doivent être initiés à partir de Luxembourg La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.»

#### *Quatrième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier le registre d'associés de la Société à l'effet de refléter les changements ci-dessus et donne pouvoir et autorise tout gérant de la Société ou tout avocat ou employé d'Allen & Overy, société en commandite simple, à l'effet de procéder, individuellement, avec tous pouvoirs de substitution sous leur seule signature, au nom et pour le compte de la Société, à l'enregistrement des changements ci-dessus dans le registre des actions de la Société (y compris, pour éviter tout doute, la signature dudit registre).

Le notaire instrumentaire qui comprend et parle anglais, déclare que la partie comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française; à la requête du mandataire de la partie comparante, en cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, le mandataire de la partie comparante a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: Murphy, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 01 février 2016. Relation: EAC/2016/2870. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Santioni A.*

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016073460/150.

(160037994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

**Larizen Private S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 160.073.

In the year two thousand sixteen, on the twenty-fourth day of February.

Before the undersigned Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

Was held:

an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "LARIZEN PRIVATE S.A. S.P.F.", a Family wealth management company (société de gestion de patrimoine familiale), in the legal form of a public liability limited company (Société Anonyme), having its registered office at L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée, duly registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B number 160.073, incorporated by a notarial deed on the March 31st, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1307, on the June 16th, 2011. The articles of incorporation have never been amended since this date.

The meeting was opened by Mr. Steve GOUVEIA, private employee, residing professionally in Luxembourg, being in the chair,

who appointed as secretary, Mrs. Andreia ALVES, private employee, with professional address in Luxembourg,

The meeting elected as scrutineer, Mr. Anouar BELLI, private employee, with professional address in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. - The agenda of the present extraordinary general meeting is the following.

1. Decision to put the company into liquidation.

2. Appointment of "READ S.À R.L.", as liquidator and definition of its powers;

II. - The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed.

III. - As appears from the attendance list, ONE THOUSAND (1,000) shares out of the ONE THOUSAND (1,000) shares, representing 100% of the capital of the company (with an amount of one hundred thousand euro -EUR 100,000.-) are present or duly represented so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda.

IV. - As a consequence, the totality of the capital being present or represented, the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the items of the agenda.

After the foregoing has been approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

*First resolution*

The Meeting resolves to dissolve the Company and to put the Company into liquidation.

*Second resolution*

The general meeting resolves to appoint "READ S.À R.L.", a private liability limited company, (société à responsabilité limitée) with registered office at L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard Prince Henri, registered at the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 45.083, as liquidator (the "Liquidator") in relation to the liquidation of the Company.

The Liquidator has the broadest powers foreseen by articles 144-148 bis of the law on commercial companies.

*Third resolution*

The Meeting resolves to confer to the Liquidator the powers set forth in articles 144 et seq. of the amended Luxembourg law on Commercial Companies dated 10 August 1915 (the "Law").

The Meeting further resolves that the Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorization of the general meeting of the shareholders. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate its powers for specific defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The Meeting further resolves to empower and authorize the Liquidator, acting individually under its sole signature on behalf of the Company in liquidation, to execute, deliver and perform under any agreement or document which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

The Meeting further resolves to empower and authorize the Liquidator to make, in its sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds to the shareholders of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

There being no further business on the Agenda, the Meeting was thereupon adjourned.

#### *Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is one thousand three hundred twenty-seven euro and twenty-two cents EURO (EUR 1,327.22).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, they signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mil seize, le vingt-quatrième jour du mois de février,

Pardevant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société «LARIZEN PRIVATE S.A. S.P.F.», société de gestion de patrimoine familiale (SPF), sous la forme juridique d'une Société Anonyme, avec siège social à L-2661 Luxembourg, 42, Rue de la Vallée, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 160.073, constituée suivant acte notarié en date du 31 mars 2011, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 1307 du 16 juin 2011 et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis cette date.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Steve GOUVEIA, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Andreia ALVES, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Anouar BELLI, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Dissolution de la Société et décision de mettre la Société en liquidation (liquidation volontaire);
2. Nomination de «READ S.à r.l.», en tant que liquidateur et détermination de ses pouvoirs;
3. Détermination des pouvoirs du Liquidateur et de la procédure de liquidation de la Société;
4. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Qu'il appert de cette liste de présence que MILLE (1.000) actions des MILLE (1.000) actions de la société, représentant 100% du capital social (d'un montant de CENT MILLE euros - EUR 100.000,-), sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'Assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

IV.- Qu'en conséquence la présente assemblée, réunissant la totalité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée décide de dissoudre la Société et de mettre la Société en liquidation.

### *Deuxième résolution*

L'assemblée décide de nommer «READ S.à r.l.», une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au L-1724 Luxembourg, 3A boulevard Prince Henri, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 45.083 (la «Société») comme liquidateur (le «Liquidateur») dans le cadre de la liquidation de la Société.

Le Liquidateur aura les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi sur les sociétés commerciales.

### *Troisième résolution*

L'Assemblée décide d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales, telle que modifiée (la "Loi").

L'Assemblée décide en outre que le Liquidateur est autorisé à passer tous actes et à exécuter toutes opérations, en ce compris les actes prévus aux articles 145 de la Loi, sans autorisation préalable d'une assemblée générale des actionnaires. Le Liquidateur pourra déléguer, sous sa propre responsabilité, ses pouvoirs, pour des opérations ou tâches spécialement déterminées, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

L'Assemblée décide en outre de conférer à et d'autoriser le Liquidateur, agissant individuellement par sa seule signature au nom de la Société en liquidation, à exécuter, délivrer et réaliser tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société et la disposition de ses actifs.

L'Assemblée décide également de conférer à et d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion, à verser des avances sur le solde de liquidation aux actionnaires de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison de la présente est évalué à environ mille trois cent vingt-sept euros et vingt-deux cents (EUR 1.327,22).

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française, sur demande des comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Steve Gouveia, Andreia Alves, Anouar Belli, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14 juillet 2016. Relation: EAC/2016/4844. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): A.Santioni.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 1<sup>er</sup> mars 2016.

Référence de publication: 2016073538/136.

(160037863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

---

### **Presta-Gaz S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8378 Kleinbettingen, 1, rue du Chemin de Fer.

R.C.S. Luxembourg B 9.648.

L'an deux mille seize, le vingt-trois février.

Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société «PRESTA GAZ S.A.», une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-8378 Kleinbettingen, 1, rue du Chemin de Fer, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 9.648, constituée suivant acte notarié en date du 2 juillet 1971, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 147 du 19 novembre 1971 (la «Société»).

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 24 septembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2863 du 14 novembre 2013.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Gilles SCHWERTZER, fondé de pouvoirs, demeurant à L-4980 Reckange-sur-Mess, 171, rue des 3 cantons,

qui désigne comme secrétaire Flora GIBERT, employée, résidant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Gilles SCHWERTZER, prénommé.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

*Ordre du jour:*

1. Réitération de la décision du Conseil d'Administration du 6 novembre 2014 de convertir les actions en titres nominatifs, et modification subséquente des statuts de la Société avec effet rétroactif.

2. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix la résolution suivante:

*Résolution unique*

L'assemblée générale décide de ratifier avec effet rétroactif la décision du Conseil d'Administration du 6 novembre 2014 de convertir les actions de la Société en actions nominatives et d'approuver le registre d'actionnaires tel qu'il a été modifié à cette date.

Une copie de la dite décision demeurera annexée aux présentes.

L'assemblée générale décide de modifier en conséquence avec effet rétroactif au 6 novembre 2014 l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à cent dix-sept mille quatre cent vingt cinq euros (EUR 117.425.-) représenté par mille neuf cent quatre-vingt-cinq (1.985) actions sans désignation de valeur nominale.

Toutes les actions ont été intégralement libérées.

Les actions sont nominatives.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. SCHWERTZER, F. GIBERT et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C. 1, le 25 février 2016. 1LAC / 2016 / 6106. Reçu soixante quinze euros € 75,-

*Le Receveur (signé):* MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2016.

Référence de publication: 2016073632/58.

(160037449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

---

**Mobilier Jardin Indoor-Outdoor S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1318 Luxembourg, 58, rue des Celtes.

R.C.S. Luxembourg B 71.797.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016086723/9.

(160054234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

---